ENGLISH PAGES : 11,13

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXVIII, No. 27 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***25 juillet - 1 aout 2018***

JOVENEL MOÏSE TROUVERA-T-IL RÉPIT DANS L'IMMÉDIAT ?

Carence de carburant imminente

Ayant déclaré forfait par rapport à une première cargaison, le régime tèt kalé confronté à un nouveau défi...

Après les émeutes des 6 et 7 juillet déclenchées par l'augmentation des prix des produits pétroliers ayant occasionné des pillages et l'incendie de plusieurs entreprises, à la capitale, Jovenel Moïse ne semble pas sur le point de trouver le calme dont il a besoin pour stabiliser la situation socioéconomique. Son gouvernement se trouve confronté à une carence d'essence à très brève échéance, et qui risque de perturber encore davantage l'atmosphère politique déjà très tendue.

Afin d'éviter de mettre le feu à la « *poudrière* », l'administration sortante Moïse-Lafontant se garde d'informer le public de la grave crise qui est susceptible d'éclater prochainement, une fois que les consommateurs de carburant sauront que les pompes à essence ne pourront plus servir la clientèle. Des sources proches du Palais national ont révélé que l'équipe au pouvoir n'a pas les fonds nécessaires pour payer la facture de la présente livraison de produits pétroliers, la seconde dans l'espace de quelques jours, un problème face auquel les autorités concernées n'ont pu encore trouver de solution.

Un premier bateau a livré sa cargaison en République dominicaine

À en croire ces mêmes sources, un premier bateau, qui avait passé plus de quarante-huit heures pour effectuer la livraison de son cargo, en retour du paiement immédiat de la facture, ne pouvait engager le processus de débarquement de la marchandise, car les responsables n'étaient pas en mesure de payer. Aussi le fournisseur avait-t-il décidé, de préférence, de faire la livraison en République dominicaine.

Il semble qu'un second bateau transportant une nouvelle cargaison ne soit pas en mesure non plus d'effectuer la livraison, les autorités haïtiennes n'ayant toujours pas les moyens de faire face à cette responsabilité.

Ce qui pourrait compliquer la situation puisque, apprend-on de source autorisée, à partir du 23 juillet, les réserves disponibles suffisaient seulement pour deux jours, à compter de cette date. Autant dire, s'il n'y a aucune possibilité d'honorer cette nou-

Suite en page 2

TRACTATIONS AUTOUR DU CHOIX DU PROCHAIN PREMIER MINISTRE

Jack Guy Lafontant à la primature pour 6 mois encore ?

Jovenel Moïse.

Les tractations et les consultations en cours, autour du choix d'un nouveau Premier ministre risquent de continuer pendant des mois, Jovenel Moïse étant décidé à faire traîner en longueur le processus, afin que son homme lige, Jack Guy Lafontant, puisse rester le plus longtemps possible à la tête de la primature. Car Nèg Bannan nan n'a aucun intérêt à nommer quelqu'un d'autre, de si tôt, qui viendrait découvrir les magouilles qui se donnaient libre cours sous le gouvernement Moïse-Lafontant.

En effet, le chef de l'État résiste depuis plus de six mois aux appels au renvoi de son Premier ministre, d'où qu'ils viennent. Au cours des derniers mois, des vois se sont élevées de secteurs divers, notamment du Parlement, du monde des affaires ou encore de la société civile, face à l'incompétence affichée par Lafontant demandant de lui montrer la porte. Mais pendant tout ce temps, Jovenel Moïse fait la sourde oreille, préférant corrompre, à coup d'argent, des parlementaires gagnés à son idée de maintenir en poste M. Lafontant, malgré vents et marées. Des rumeurs ont même été lancées autour de remplaçants de l'occupant de la primature. Mais tout cela constituait des mises en scènes orchestrées par Moïse pour jeter la poudre aux yeux des uns et des autres, pendant que les jours passent. Avec les derniers événements du début du mois de juillet, qui l'ont acculé à annoncer sa décision de doter son équipe gouvernementale d'un autre chef, il change de stratégie.

Jack Guy Lafontant n'est toujours pas prêt à rendre son tablier.

Suite en page 2

LA SECCIÓN ESPAÑOLA

PRÓXIMO CANDIDATO A PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA. DOM

Luis Abinader se reunió con el presidente de Hispagnola Debout

Reitera su eslogan "Escuchando a la gente"; y expresa su apoyo a la Clinica Jacques Viau...

El proximo candidato a la presidencia de la R.D Luis Abinader.

Por Léo Joseph

Un ex candidato a la presidencia de la República Dominicana, que se prepara para postularse para el cargo más alto del país en 2020, se reunió con el presidente de la Asociación Hispagnola Debout con motivo de su última visita a Santo Domingo.

De hecho, Luis Rodolfo

Continua en pagina 2

HAPPENINGS !

Claudine Gay

It happened in Cambridge, Mass., on July 23 when Claudine Gay, a Haitian-American professor at Harvard University, was named the Edgerley Family Dean of the Faculty of Arts and Sciences (FAS.) Reporting the news, *The Harvard Gazette* said the announcement was made by Harvard President Larry Bacow, who said Ms Gay will assume her new position on August 15. She succeeds Michael D. Smith, who held the post for 11 years.

Since 2006, Dr. Gay has been a member of the Harvard

Continued to page 9

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:03 AM Page 2

JOVENEL MOÏSE TROUVERA-T-IL RÉPIT DANS L'IMMÉDIAT ?

Carence de carburant imminente

Ayant déclaré forfait par rapport à une première cargaison, le régime tèt kalé confronté à un nouveau défi...

Suite de la page 1

velle facture, dans les prochaines vingt-quatre heures, il est possible que ce tanker rebrousse chemin avec son chargement de produits pétroliers. A moins que les Dominicains, une fois encore, décident de prendre livraison.

Un contexte vraiment difficile

Ce problème de rareté de carburant va arriver dans un contexte vraiment difficile où Moïse semble être abandonné à lui-même, sans aucune assurance que la communauté internationale viendra à la rescousse, comme cela s'est déjà produit dans le passé. Car, ajoutée aux dégâts causés par les émeutes du début du mois de juillet, une crise de carburant à ce moment compliquerait bien les choses pour Jovenel Moïse obligé de se colleter avec diverses crises à la foi.

En effet, une perturbation dans la distribution de carburant, au moment où l'apposition se solidarise de la contestation en général n'augure rien de bon pour Nèg Bannan nan. Car depuis les journées des 6 et 7 juillet marquées par la mise à sac, notamment, des magasins Delimart des frères Boulos, le pillage des dépôts de distributeurs de produits Bon Gou, des frères Deeb, ou le pillage du super magasin de matériaux de construction des frères Handal, sans compter les véhicules incendiés dans les parkings des hôtels comme Best Western (dont les Handal sont aussi actionnaires) ou de l'hôtel Oasis ayant également pour actionnaires les frères Deeb, sans oublier les banques qui ont été saccagées et/ou pillées, et même incendiées, ainsi que d'autres commerces de détail ou de service détruits à cette occasion (on y reviendra), Jovenel Moïse et ses proches collaborateurs ont les nerfs fatigués. Surtout que les échos de l'actualité de la rue laissent prévoir de nouveaux événements malheureux.

Pour l'instant, l'équipe gouvernementale s'applique à gérer la situation en se montrant le plus avare possible par rapport aux informations relatives à la situation du carburant. En ce sens, le Palais national prend beaucoup de précaution pour que le grand public ne sache pas qu'une carence de carburant s'annonce prochainement.

Entre-temps, Jovenel Moïse et son équipe entreprennent des démarches auprès des hommes d'affaires proches du pouvoir. Ces derniers avaient toujours l'habitude de collaborer avec le pouvoir pour l'aider à sortir des mauvais pas. Mais il semble que les « *bailleurs* » locaux traditionnels hésitent à s'engager prétextant les pertes subies récemment.

TRACTATIONS AUTOUR DU CHOIX DU PROCHAIN PREMIER MINISTRE

Jack Guy Lafontant à la primature pour 6 mois encore ?

Suite de la page 1

Le temps que cela prendra

Pour un pays en crise voguant au bord d'une explosion sociale redoutable, surtout après les émeutes des 6 et 7 juillet, Jovenel Moïse semble se comporter comme si tout va bien dans le meilleur des mondes. Alors qu'il devrait s'empresser de combler le vide à la primature, afin de relancer au plus vite l'action gouvernementale; mais il affiche une nonchalance inquiétante dans le cheminement vers la normalité. Mais il se comporte comme si celle-ci ne l'intéresse pas. Ceux qui donnent dans le panneau, par rapport ses déclarations à l'emporte-pièce, ou qui se laissent impressionner par les différents scénarios de gouvernement faisant le tour des média sociaux, et qui prétendent tous originaires du Palais national, peuvent se détromper.

En effet, tous ceux-là qui se positionnent pour succéder à Jack `Guy Lafontant ou bien pour tirer leurs marrons du feu, d'une manière ou d'autre, n'ont qu'à bien écouter les déclarations des lieutenants de Nèg Bannan nan relatives au processus en cours. Un d'entre eux a dit clairement : « *Cela prendra le temps que cela prendra* ».

Pour celui qui raisonne et juge en toute lucidité, cette expression signifie qu' « *on n'est pas pressé*». Et pour cause. Car Jovenel Moïse prend ses aises dans cette transition, qui ne dit pas son nom, ni le temps qu'elle dure. En tout cas, on ne devrait pas s'étonner si, d'ici six mois, Jack Guy Lafontant continue de « *gérer les affaires courantes* » à la primature.

A la lumière des révélations faites par le président du Sénat, Joseph Lambert, permettant au pays de prendre connaissance des dizaines de millions versés en catimini aux membres des deux Chambres et ceux de l'Exécutif, Jovenel Moïse n'a aucune raison d'accélérer le processus de nomination d'un remplaçant à Dr Lafontant. Après tout ce qu'on a entendu et constaté, en termes de brigandage financier mené par l'équipe au pouvoir, il y a fort à parier que tout ce qui a été dévoilé jusqu'ici n'est que la pointe de l'iceberg.

On peut voir clairement que le quinquennat de Michel Martelly a été utilisé pour la mise en place de toutes les magouilles financières, notamment l'organisation du pillage du fonds PetroCaribe et tous les privilèges dont bénéficient parlementaires et membres de l'Exécutif. On comprend maintenant pourquoi la camarilla tèt kale, dirigée par Michel Martelly, pour que leurs hommes et femmes de confiance soient aux commandes, à tous les niveaux de l'administration publique, une façon d'éviter que le pays ne découvre le pot aux roses.

Toutes choses étant considérées égales, les deux régimes tèt kale, qui se sont succédés directement au pouvoir, au cours des six dernières années, ont définitivement pris le pays en otage, l'ont appauvri davantage et continuent de mettre en place des structures pour « *faire durer le plaisir* », de génération en génération.

Mais il faut bien se demander pourquoi Jovenel Moïse tient à M. Lafontant comme à la prunelle de ses yeux ? Il semble que le président haïtien couve un secret concernant son Premier ministre qu'il garde jalousement. Dans l'entourage de ces deux hommes, on prétend qu'ils ont des liens familiaux. D'aucuns disent que Nèg Bannann nan aurait épousé la sœur du président, dont il se serait divorcé pour une raison qu'on veut garder secrète. On ne peut avoir de confirmation, car, tant dans l'entourage de M. Moïse que dans celui de son Premier ministre, on s'enferme dans un mutisme profond.

Fort de toutes ces données, il y de fortes chances que Jack Guy Lafontant possède encore les clés de la primature pour une période de six mois. Tant pis pour ceux qui aspirent à prendre sa place dans les prochaines semaines.

LA SECCION ESPAÑOLA

PRÓXIMO CANDIDATO A PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA. DOM

Luis Abinader se reunió con el presidente de Hispagnola Debout

Reitera su eslogan "Escuchando a la gente"; y expresa su apoyo a la Clinica Jacques Viau...

Desde la pagina 1

Abinader Corona, que acaba de cumplir 51 años, más conocido como Luis Abinader, economista, empresario y político, tuvo una entrevista con Jean-Claude Valbrun, gracias a la intervención de Juan Medina Lino Fulgencio, ex alcalde de Consuelo, pueblo ubicado en la provincia de San Pedro de Macorís, y donde se encuentra la Clínica Jacques Viau creada por este último, ubicada en la órbita del batey Consuelito. Durante las dos horas que los dos hombres pasaron juntos, el Sr. Abinader reiteró su lema "Escuchando al pueblo", mostrando su gran interés en el trabajo humanitario que el Sr. Valbrun ha creado, particularmente para los cortadores de caña, en particular, y los menos privilegiados de la suerte dominicana en general. El encuentro entre Jean-Claude Valbrun y el futuro candidato del Partido Revolucionario Moderno (PMR) fue organizado por el ex alcalde de Consuelo, que contribuyó en gran medida a la realización del proyecto de construcción de la Clínica Jacques Viau. Juan Medina Lino Fulgencio, cariñosamente llamado Johnny, tenía la intención de aportar una ayuda aún más sólida a la clínica aprovechando las prerrogativas del ayuntamiento que él dirigía. Pero fue suplantada por un competidor en las elecciones gene-

Continua en la pagina 9

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:03 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES

Honduras : Corruption — L'arrestation de 38 personnalités ordonnée par une juge

La juge Lidia Ālvarez a ordonné, samedi, 21 juillet, l'arrestation de trente-huit (38) personnalités honduriennes de haut niveau impliquées dans un dossier de corruption concernant les élections présidentielles de 2013. En annonçant la nouvelle, l'agence espagnole EFE n'a pas cité de noms, tout en indiquant, cependant, que des parlementaires, des officiels du gouvernement, ainsi que des individus de la haute société y sont impliqués. On attendait lundi, 23, la comparution des individus par-devant la Cour pour entendre leur sentence. Mais jusque très tard lundi soir, l'information les concernant se faisait attendre.

Le dossier, étiqueté « *Pandora* », est une vraie « *Boîte de Pandore* », parce que l'on ne sait vraiment jusqu'où les enquêtes conduiront, car les élections en question sont celles de 2013, très contestées, ayant abouti ā la prise du pouvoir par l'actuel président, Juan Orlando Hernàndez.

On retiendra que depuis l'année dernière, quand une Commission internationale contre la corruption avait été créée, en Honduras, les parlementaires visés s'étaient mobilisés contre elle. Une première enquête avait été évincée par les actions des législateurs. La Commission elle-même a échappé belle à sa mise à l'écart tout court.

Vu l'implication dans cette affaire de la Communauté internationale, dont une dernière commission appuyée par l'Organisation des Etats américains (OEA), les autorités honduriennes ont fini par accepter, tout en maugréant, que la Commission opère en toute indépendance. Même le gouvernement américain, qui soutient la présidence d'Hernàndez, a poussé à la roue, ces derniers mois, en vue d'activer l'enquête dite *Pandora.*

En effet, le *New York Times* du 1er juillet courant rapporte que, suite à une récente réunion à Washington avec le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, le président Hernàndez avait fini par accepter que le procureur brésilien, Luis Antonio Guimarães Marrey, prenne charge de la Commission anti-corruption.

A souligner que dans le dossier *Pandora,* le montant en question n'est que de onze millions sept cents mille dollars (11700,00 $), une pitance en comparaison au scandale *PetroCaribe* en Haïti, soit trois milliards huit cents millions de dollars (3 800 000 000,00 $). On n'ira nulle part avec le dossier PetroCaribe si on n'implique pas la communauté internationale — les Nations Unies (ONU) ou l'OEA — dans cette affaire qui dépasse les compétences locales. D'ailleurs, se référant à ce vol, le plus grand dans l'histoire de la République d'Haïti, le président Jovenel Moïse s'est prononcé clairement : « *Il n'y aura pas de persécution politique sous mon gouvernement* ».

Le président d'Honduras Juan Hernandez.

TEGULCIGAPA, Honduras – Lundi soir, des agences de nouvelles, dont *Reuters* et *Telenoticias,* on annoncé que 19 des 38 inculpés dans le dossier de corruption « *Pandora* » ont été assignés à détention préventive, dans le cadre d'un procès qui fera histoire. *Telenoticias* a cité des noms d'inculpés, y compris le mari de Hilda Hernàndez, la sœur du président de la République, décédée le 17 décembre 2017 dans un accident d'hélicoptère ayant causé la mort de cinq autres personnes. Quatre députés du Parti national au pouvoir font partie de la fameuse liste d'inculpés, ainsi qu'-Elvin Santos, un ancien candidat à la présidence sous la bannière du Parti libéral.

Retourné en Malaisie, l'ex-Premier ministre est arrêté pour corruption

De Kuala Lumpur, capitale de la Malaisie, la nouvelle à laquelle on s'attendait depuis début mai défrayait les grands titres, le mardi 3 juillet courant. (Que les lecteurs nous excusent d'être en retard avec l'information. Mais il n'est jamais trop tard pour présenter ces cas, surtout qu'en ce qui concerne Haïti, voguant dans la corruption, on est toujours à la page).

En effet, l'ex-Premier ministre Najib Razak a été mis en état d'arrestation, quatre semaines après sa défaite aux urnes qui avait abouti à l'élection du nonagénaire Mahatir Bin Mohamad. Celui-ci avait remporté une écrasante victoire sous la bannière d'une coalition contre la corruption, qui avait gangrené l'administration sous l'égide de son ancien protégé.

Najib Razak, 64 ans, Premier ministre depuis 2009, est accusé d'avoir détourné quelque quatre milliards cinq cents millions de dollars (4 500 000 000,00 $) d'un fond de l'Etat qu'il avait établi après la prise du pouvoir. Au moins sept cents millions de dollars (700 000 000,00 $) du magot ont atterri dans ses comptes privés.

Ā Washington, D.C., le département de la Justice a affirmé que des banques américaines ont servi de courroie de transmission pour blanchir de fortes sommes des 4,5 milliards $, et que la justice américaine s'apprête ā confisquer un montant d'un milliard de dollars déjà identifié. L'argent récupéré sera restitué au peuple malais. Selon une déclaration des autorités du département de la Justice, le gouvernement américain s'engage à une constante surveillance du système financier du pays, pour qu'il « *ne soit contaminé par des corrompus et des kléptomanes* ».

En effet, les autorités américaines avaient découvert les malversations de Najib Razak depuis 2015 et avaient tenté de coopérer avec les investigateurs de la Comission anti-corruption de la Malaisie (sigle malais MACC), mais le gouvernement de l'ex-Premier ministre Najib Razak constituait une pierre d'achoppement. Shukri Abdull, ancien directeur de MACC, laissait percer l'émotion qui l'habitait quand il a dit, essuyant des larmes, qu'il avait reçu chez lui une balle par la poste, en signe d'intimidation tandis qu'il enquêtait sur les détournements constatées du fond de l'Etat. Il n'avait rien indiqué à son épouse pour éviter de lui causer des soucis. Finalement, le régime Razak lui avait montré la porte.

Installé à nouveau comme directeur de MACC par le gouvernement du Premier ministre Mahatir Mohamad, Shukri Abdull a les coudées franche pour mener enquête. De plus, il a l'appui inconditionnel du nouveau Premier ministre en vue d'établir des liaisons avec les agences d'investigation basées aux Etats-Unis, en Suisse, à Singapore, au Canada et ailleurs. Ainsi, en très peu de temps, a-t-on pu découvrir les tentacules du système maffieux mis en place par Najib Razak pour siphonner les fonds publics et priver le peuple malais des ressources auxquelles il a droit.

Nous tenions ā revisiter la Malaisie, surtout que dans l'édition du 23-30 mai d'*Haïti-Observateur,* nous avions publié en page de garde la photo du Dr. Mahatir Bin Mohamad, soulignant qu'ā 92 ans, il était le chef de gouvernement le plus âgé au monde, mais qu'il avait battu son rival de 64 ans en forgeant une coalition anti-corruption qui comptait même des anciens détracteurs qui l'ont pris au mot.

Dans son discours d'investiture, le 10 mai dernier, Mahatir Bin Mohamad avait annoncé la couleur en disant : « *Vous savez*

Le juge Lidia Alvarez déclare la guerre a la corruption en Honduras.

bien le désordre ambiant dans ce pays. Il faut nous pencher sur ce désordre aussitôt que possible. Les principes d'un Etat de droit seront appliqués avec une extrême rigueur. Si Najib a enfreint la loi, il devra faire face aux conséquences ». Promesse ténue !

Que ceux qui peuvent lire et comprendre apprendront de Mahatir Bin Mohamad comment tenir parole quant il s'agit de combattre la corruption sans fioriture.

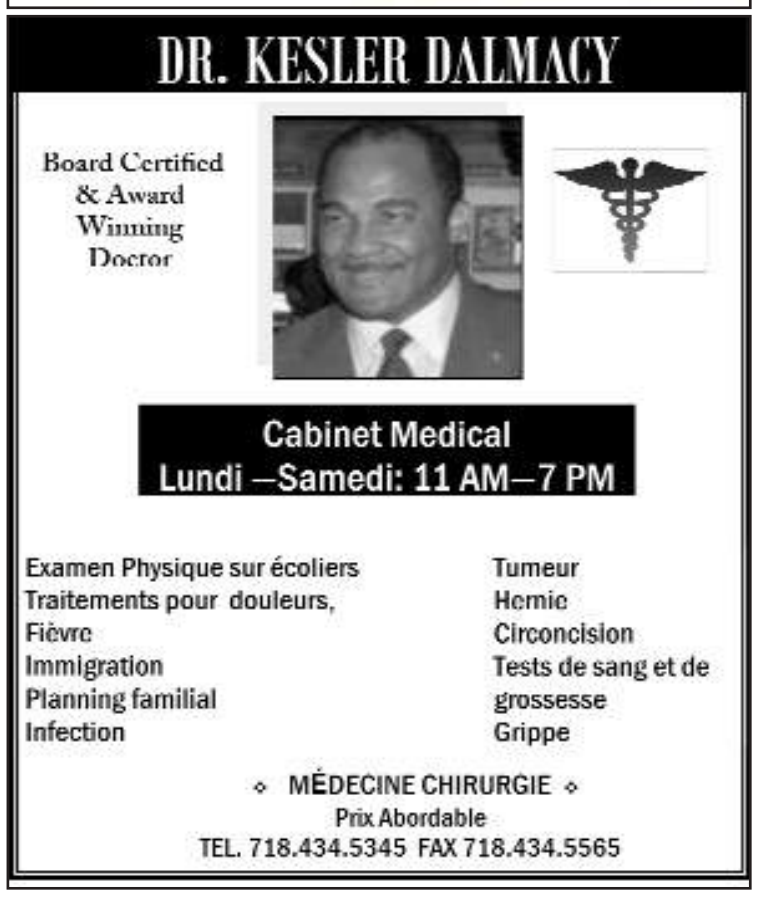
La première présidente de la Corée du Sud écope de huit ans supplémentaires de prison

Vendredi dernier, 20 juillet, la nouvelle en provenance de la Corée du Sud n'augurait rien de bon pour Park Geun-hye, 66 ans, purgeant déjà une sentence de vingt-quatre (24) ans. Elle a vu sa sentence prolongée de huit (8) ans. A moins d'un pardon, elle aura 98 ans après avoir purgé sa peine.

En effet, le 6 avril dernier, l'ex-présidente a été trouvée coupable d' *« abus de pouvoir et de corruption* », entre autres. Elle avait détourné des milliards de dollars de la caisse publique. Ainsi, outre les 24 ans de réclusion qu'elle avait écopés en avril, le juge l'avait aussi frappée d'une amende de dix-sept millions de dollars (17 000 000,00 $). Dire que le juge n'était pas aussi sévère que les procureurs qui avaient exigé trente (30) ans pour l'ex-présidente qui a dirigé son pays, de 2013 à 2017.

Le prolongement de la sentence du vendredi dernier est dû à de nouvelles charges découlant de l'interférence de la part de Park Geun-hye dans les élections parlementaires de 2016 et d'avoir collecté trois milliards cinq cents millions de dollars (3 500 000 000,00 $) de « *paiements illégaux* » du Service national des renseignements de la Corée du Sud. N'est-il pas vrai que tôt ou tard le principe biblique trouve son application ? « *Votre péché finira par vous atteindre* ». (Nombres 32:23)

Pierre Quiroule II, 25 juillet 2018



Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:03 AM Page 4

DEVELOPPEMENT PERSONNEL

La France remporte le mondial 2018, les Haïtiens célèbrent sa victoire : Quel peuple sans mémoire !

Par Rosie Bourget

Pourquoi le peuple haïtien soutient- il la France ? « *A défaut de mieux on se contente de ce que l'on a* », dit le sage. À défaut de Brésil, il se contente d'appuyer la France. À se demander si ce n'est

Rosie Bourget.

pas cette même France, pour ne pas reconnaître la bataille de Verrières, disons mieux, pour ne pas reconnaître sa défaite face à l'Armée indigène, qui a préféré faire d'Haïti un pays problématique, un pays marginal. Ce n'est pas cette France qui est à l'origine de l'extrême pauvreté d'Haïti ? Est-ce que la dette de l'indépendance, les 150 millions de francs payés à la France, a été remboursée? Haïti demeure toujours le pays le plus pauvre dans la région Amérique latine et des Caraïbes.

Est-ce que notre soutien, suite à cette victoire, constitue un témoignage de notre gratitude à la France de nous avoir accroupis éternellement dans la misère totale, alors que les Français se moquent de nous en nous traitant de n'importe quoi ? Il faut dire que, jusqu'à aujourd'hui, la France continue à digérer très mal la victoire de l'Armée indigène sur les troupes napoléoniennes.

Pour l'histoire, le général Pamphile de Lacroix, au 19e siècle, en 1819, écrit ses mémoires et explique qu'il ne faut pas parler de la guerre de l'indépendance haïtienne parce que c'est trop douloureux. À preuve, le mot Vertières n'existe pourtant nulle part dans l'histoire ni dans la mémoire française. Le nom de Vertières n'apparaît dans aucun dictionnaire de langue française. La France arrive à marginaliser Haïti en n'en parlant pas de la défaite de Napoléon dans les livres d'histoire. La France arrive à marginaliser les grands moments historiques de l'histoire d'Haïti en expliquant que c'est un pays de barbares et monstrueux.

Lorsque Jean Pierre Boyer a accepté de payer 150 millions de francs comme rançon imposée par la France, ce n'est pas l'élite haïtienne qui a payé la dette de l'indépendance, mais plutôt la paysannerie. Ce sont les producteurs de café qui envoient leur denrée dans les différents ports de l'Ile, et ce café est taxé, et cet argent sert à rembourser la dette. Soyons réalistes, notre indépendance n'est pas un cadeau tombé du ciel, elle a été bel et bien acquise sur les champs de bataille. Alors, au lieu de faire la courbette, c'est la France qui, après avoir tout pillé, devrait nous vénérer et nous lécher les pieds pour avoir contribué grandement à sa richesse. En guise de reconnaissance, au lieu de réparer la vase brisée, la France éprouve un vilain plaisir de semer la division entre nous pour mieux régner, afin de continuer à nous emmener à l'abattoir.

L'équipe qui fait de la France la gagnante de la Coupe du monde 2018 est majoritairement africaine et arabe.

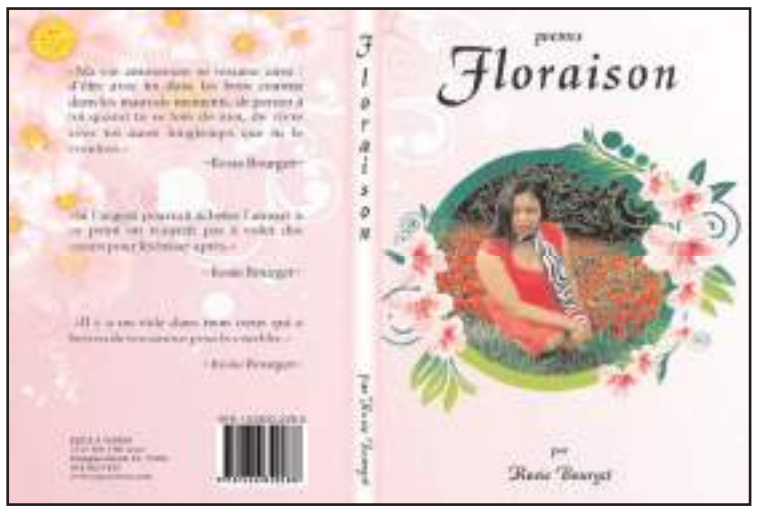
Donc, il faut bien appréhender les faits historiques. Le peuple haïtien a vécu, tant dans son corps et son âme, toutes les atrocités du système esclavagiste instauré par la France. Les Québécois disent « *Je me souviens* »; nous, les haïtiens, nous disons « *Bay kou blye, pote mak sonje* » Un peuple sans mémoire est un peuple sans histoire. Dessalines était un témoin oculaire des cruautés des Français. Comme le relate Beaubrun Ardouin, dans son Histoire d'-Haïti Tome V, p.63, les Français «*noyaient les soldats insurgés, les pendaient, les fusillaient, les étouffaient dans la cale des navires* » avant de les faire « *dévorer par des chiens amenés de Cuba* ».

Comment célébrer la victoire de la France lorsqu'elle est à la base de la descente aux enfers d'-Haïti ! Je ne me réjouis pas du malheur des autres, mais quand la France subit un sort sous quelque forme que ce soit, cela ne me fait ni chaud ni froid, car qui sème le vent récolte, assurément, la tempête.

On a souvent besoin d'un plus petit que soi

D'un côté, les Africains sont des singes, des cambrioleurs. Ils sont issus d'un pays de trou de merde. De l'autre côté, lorsqu'il s'agit de remporter la Coupe du monde, les Africains sont des « *STARS* ». Le deuxième titre de champion du monde n'est pas destiné à la France, mais plutôt au continent africain qui a su produire de bonnes stars du ballon rond. Question de donner à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. Félicitations à ces joueurs africains qui ont montré, dimanche 15 juillet, au stade Loujniki de Moscou, une impressionnante détermination pour battre la Croatie (4-2). Contrairement aux joueurs blancs, qui ne sont pas des (*sons of a bitches*), au moins *ces SOBs* venant des pays de trou de merde font des heureux. Donc ces singes ne sont pas de simples singes que l'on pense. Qu'ils cessent de prôner (les Blancs) un discours radical d'exclusion des Noirs, car ils auront toujours besoin d'eux pour remporter la Coupe du monde.

r_bourget@yahoo.com
Maîtrise en Travail social
Poète/écrivaine



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

En quoi consiste le rôle d'un Parlement ?

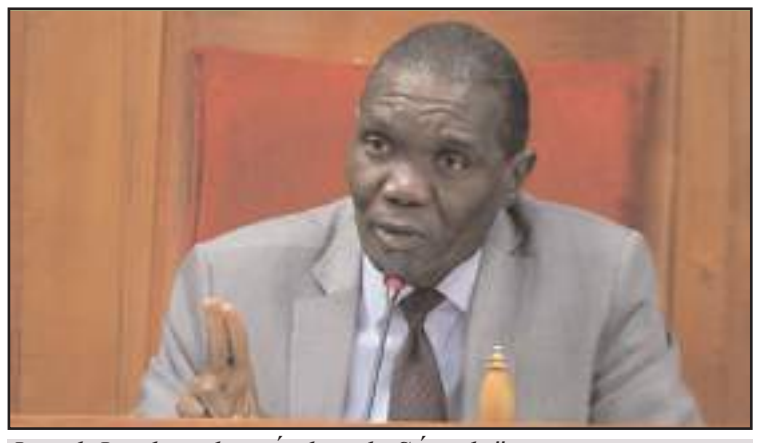
Par Rosie Bourget

Par définition, un Parlement est une assemblée ou un ensemble d'assemblées qui assure la représentation du peuple dans les États démocratiques. Lieu de délibération et détenteur du pouvoir législatif, il est principalement chargé de voter les lois et le budget et de contrôler l'action du gouvernement. Tandis qu'en Haïti, la définition est tout à fait le contraire.

Gary Bodeau, le président de la Chambre des députés.

C'est « *l'endroit où l'on parle et ment* », c'est aussi l'endroit où les parlementaires sont payés par le gouvernement pour voter des lois bidons et des budgets dans l'-avantage du gouvernement, mais à l'encontre du peuple qui vit de jour en jour dans des conditions infrahumaines.

Un député et un sénateur sont des élus qui, à l'Assemblée nationale et au Sénat, participent au travail législatif et à l'œuvre de contrôle du gouvernement. Alors qu'en Haïti, tout se fait à l'envers. Ces soi-disant élus participent au travail de contrôle de leur poche. Comment faire confiance à un tel parlement lorsqu'on considère les lois votées ou les travaux effectués par ce dernier en 2017 ! Comment ne pas demander la suppression d'une institution composée des assoiffés de pouvoir, des vendeurs de drogue, des parvenus, des idiots fonctionnels, des usurpateurs, des réactionnaires, des démagogues, des magouilleurs, des affairistes, des exigüités d'esprit ! Ce sont des bons à rien qui n'ont aucune volonté d'aider le peuple haïtien à améliorer ses conditions de vie.



Joseph Lambert, le président du Sénat haïtien.

En ce qui a trait à la nécessité du parlement haïtien, après les dérapages qui ont eu lieu les 6, 7 et 8 juillet derniers, les citoyens sont presque unanimes quant à l'élimination de cette gaguère. Ce manque de confiance est dû au fonctionnement hors de prix de l'assemblée législative joint aux privilèges accordés à ces fripouilles dont la majorité d'entre eux n'ont ni lecture ni écriture, alors que le peuple haïtien git dans le dénuement le plus encombrant; les enseignants et les policiers ne reçoivent pas leur salaire, les élèves s'assayent sur des roches dans les écoles nationales. À force d'être livrées à elles-mêmes, les jeunes filles s'efforcent de se lancer dans la prostitution, tant formelle qu'informelle

Dans un pays de non droit, où la misère et l'analphabétisme règnent à leur plus haut degré, où la violence et l'insécurité s'imposent sur toute l'étendue du territoire national, où la justice est complètement absente; la violence à caractère politique, la plupart du temps, est toujours ratifiée par les pouvoirs en place. Dans un pays où les parlementaires, et cela à tous les niveaux, se comportent comme des gamins, qui insultent leurs collègues, qui disent oui à tout quand c'est le président en fonction (tèt kale) qui parle « *le président a parlé, point bar*. », et non à toute autre proposition issue d'un autre camp. Comment ne pas susciter l'ambition politique chez le petit Nicolas François Duvalier ! N'êtes-vous pas d'accord avec l'autre qui dit « *La nature a horreur du vide ?* », alors, il faut le combler. Ne voulant pas rater l'opportunité qui lui est offerte par ces vaurien, le petit Duvalier a saisi l'occasion d'accueillir à bras ouverts la chance qui passe. « *se sòt ki bay, embesil ki pa pran* ». *Li pa egare,* et ses yeux ne sont pas dans son cul.

Le rôle d'un parlement n'est pas uniquement de cautionner la corruption ni de soutenir les bévues du gouvernement, mais de faire en sorte que l'argent du trésor public soit utilisé efficacement, à bon escient. Et que les lois soient en concordance avec l'intérêt général. Le parlement a, vis-à-vis du gouvernement, le même rôle : l'obliger à respecter les lois.

Suite en page 7

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:03 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, colige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.

Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:03 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Se benyen san kache lonbrik

Nou pa konn ki non pou n bay sitiyasyon k ap devlope anba lakay la. Nou grate tèt nou mezi kont nou pou n jwenn kijan pou n ta dekri sa k ap pase nan peyi a kote menm zonbi reveye. Depi gwo deblozay nan kòmansman mwa a, sètadi dechoukay nan dat 6 ak 7 jiyè yo, Ayiti pa menm peyi nou te konnen an. Sanble ke deblozay la panko ap fini. Se sa yo di an franse a ki alamòd: *"Le linge sale ne se lave plus en famille". ("Nou pa lave rad sal nou anfanmi ankò").*

Jan bagay yo ap vire a, se pawòl Levanjil la k ap akonpli : *"Pa gen sekrè ki p ap devwale. Sa k te di anba kabann nan fè nwa pral klewonnen depi sou fetay tèt kay"*. Wi, tout pawòl nan lari ! Sa n tande a, anpil gwo chèf oblije nan kache, osnon y ap veye zo yo fo pa plis. Paske le pèp ap mande esplikasyon de fason nou pa ta atann. Se kòm si

Prezidan Sena a, senatè Jozèf Lanbè.

m ap tande defen Manno Chalmay (Emmanuel Charlemagne) k ap chante: *"Men dechoukay la panko fini ! . . ."*

Sa k genyen menm? Kounnye a se gwo palmantè, ki pa ka nan bay manti, k ap lage koze atè de tèl fason ke sèl sa nou ka di: *" Si anndan kay pa vann ou, deyò p ap achte w !"* Mezanmi, nan lendi 16 Jiyè a, pandan ke prezidan ameriken an t ap bese tèt devan prezidan peyi Larisi nan vil Elsinki (Helsinki), kapital peyi Fennlann (Finlande), ann Ayiti se prezidan Sena a, Jozèf Lanbè (Joseph Lambert) ki t ap fè listwa nan fason pa l.

Senatè a te monte sou Radyo Majik 9 nan Pòtoprens pou l denonse youn senatè kòlèg li ki sot nan menm depatman avè l, nan Sidès la. Li te di Senatè Rika Pyè (Ricard Pierre), ansyen *kestè a*, mounn ki anchay sakit lajan an nan Sena a, pa janm te renmèt youn jeneratris Sena a te achte pou bay elekrisite nan youn bilding ki t ap konstwi nan Jakmèl pou Sena a. Kivedi, jeneratris la fè wout kwochi. Kwake Senatè Lanbè, li menm, pa t di sa piblikman, pawòl te gen tan pran lari pou di se lakay madanm ni Senatè Pyè te fè renmèt jeneratris la.

(An palan de sa, nan dat 20 Jiyè, Gari Pyè Pòl Chal [Gary Pierre Paul Charles] nan radyo *Scoop Fm,* nan Petyonvil, te fè konnen ke te gen youn bann pale nan Sena a diran tout semèn nan sou kesyon jeneratris ki te achte pou lòt kote tou: Depatman Sant [Plato Santral], Grandans [Jeremi], Nip [Ansavo] ak Sid [Okay]. Men se jeneratris Jakmèl la [Depatman Sidès la] ki te enterese prezidan Sena a. San dout paske se la l soti, epi li nan kouto tire avèk senatè kòlèg li a. Kòm nou pral rantre nan sezon eleksyon, younn ap sal repitasyon lòt. Ann kite sa, paske gen koze pi enpòtan toujou.)

Nan madi, 17 Jiyè, Senatè Rika Pyè frape sou menm radyo Majik 9 lan. Li denonse prezidan Sena a, ki fè lwe youn dezyèm rezidans pou li nan Tomasen 25, pou 8 milyon goud (8 000 000,00 Gd) par an, osnon 666 mil, 666 goud, ak 66 santim pa mwa. Afè chif 66 la se toujou move nouvèl. Antouka, a 69 goud pou youn dola vèt, 8 milyon goud la ba w san kenz mil, nèf san karann-de dola vèt (115,942,00 $) par an. Si w divize l pa 12 mwa sa ba w nèf mil, sis san swante-en goud, katreven-twa santim (9,661,83 $) pa mwa. Pou youn kay ann Ayiti kote anpil malere ap dòmi anba galri, anba tonnèl, menm anba pye bwa.

Menm madi apre-midi an, senatè Lanbè te bay youn konferans de près pou l te bay esplikasyon pa l. Epi le landmen, mèkredi 18 Jiyè a, li te nan Radyo Vizyon 2000 avèk jounalis Valeri Nima (Valéry Numa). Anpil pawòl tonbe. Nou p ap ka bay tou sa prezidan Sena a te di, kit nan konferans de près la, kit nan entèvyou avèk Mesye Nima a, youn entvyou ki te dire in-èd tan 22 minit.

Alapapòt, Mesye Lanbè korije youn bagay. Pou dezyèm rezidans lan se pa 8 milyon goud, men 7 milyon, 2 san mil, par an. An dola, pou youn lane, sa ba w 104 mil, karann-sèt dola, 82 santim (104,047,82 $). Pa mwa, chif an dola a se ui mil, sis san katreven-kenz dola, swasann-senk santim (8,605,65 $). Kivedi se mil dola 56 e 18 santim (1,056,18 $) de mwens ke sa senatè Rika Pyè te di a. Gwo diferans, papa ! Kit nou pran 8 milyon osnon 7 milyon 200 mil, sa pa vrèman fè youn gwo diferans, sitou se pa bokit otorite yo ranmase lajan pou tèt pa yo, pandan ke pèp la ap mouri nan grangou, pwofesè lekòl pa touche epi diplomat aletranje pase twa a senk mwa san yo pa wè youn ti chèk. O wi, yo fè lekòl pou ti mounn yo anba joupa ki ka twonpe solèy, men pa lapli.

Atansyon ! Senatè Lanbè di se pa pou li ase yo peye lwaye pou dezyèm rezidans. Chak senatè –asireman depite tou, menm si l pa di sa—gen 250 mil goud chak mwa pou lwaye yo. Sa ba w twa mil, sis san venntwa dola, 19 santim (3 623,19 $). Chak mwa ! Ann fè youn ti kalkil ak lajan lwaye pou senatè yo sèlman. Lè n miltipliye 3 mil dola, 623, epi 19 santim nan pa 29 senatè, sa ba w san senk mil, de san karann-sis dola, 51 santim (105 246.51 $) pou youn mwa. E si n ta ajoute 118 depite yo a 3 mil 600 dola e kèk, sa ta bay kat san venn sèt mil, ui san katreven-di dola ak 42 sanntim (427 890.42 $) pa mwa. Mwen fè kalkil la pou nou. Pou lweyay ase, palmantèz yo (senatè ak depite, si depite yo gen menm montan an pou dezyèm rezidans yo), koute peyi a senk san karante-en mil, sèt san karann-de dola, senkant-uit santim (541 742.58 $) chak mwa. Pou youn lane sa fè sis milyon, twa san katreven-disèt mil, senk san kareven-kenz dola, katretven-uit santim. (6 397 595,88 $).

Ann kite Senatè Lanbè dechaje konsyans li, paske li pa aksepte pou se li sèl ki pou pot chay "vòlè" yo soti pou kole sou do l la. Egzekitif la nan kesyon an tou. Li di gen dezyèm rezidans pou prezidan Repiblik la avèk pou Premye minis la tou. Menm lè l pa t bay chif la, pawòl la gen tan deyò, e se nèf mil dola vèt chak mwa pou yo chak. Kivedi, nan youn lane 2 pi gwo zotobre sa yo koute peyi a de san sèz mil dola (216 000,00 $). Pou kay sèlman. Mesye Lanbè bay chif la byen klè pou minis yo. Li di yo chak gen senk mil dola (5 000,00 $) pa mwa. Lè n miltipliye montan sa a pa 18 minis, sa bay katre-ven di mil dola (90 000,00 $) pa mwa, epi youn milyon, katreven mil (1 080 000,00 $) par an. Kidonk, ant Egzekitif la epi Lejislatif la osnon Palman, yo ranmase set milyon, sis san katreven-trèz mil, senk san katreven-kenz dola, katreven-uit santim (7 693 595,88 $) pou lwaye dezyèm rezideans sèlman.

Senatè Lanbè pase pran di-

Senatè Rika Pyè.

rektè jeneral Lapolis yo tou. Li di Leta te lwe kay pou Maryo Andresòl (Mario Andresol) pou 8 mil dola vèt (8 000,00 $) pa mwa. Pou Godsonn Orelis (Godson Aurelus) se te sèt mil senk san dola (7 500,00 $). Epi pou Mikèl Anj Jedeyon (Michel-Ange Gédéon), ki la kounnye a, se ant senk mil a si mil dola (5 000.00-6 000,00 $). Asireman, ti polisye, ke yo peye lè lide yo di yo, ap pran bòn nòt. Jwèt la gate bon jan gate.

Tout kalkil mwen sot fè yo pa konsidere lajan apwentman otorite yo, ni bann lòt avantaj yo genyen, ki san dout monte plis pase lwaye yo. Deja nan mwa Jiyè 2011, le 14 menm, ansyen senatè Edo Zeni (Zenny), te fè gwo bri ak bann lajan senatè t ap touche. Lè sa a Mateli, ki te gen sèlman 3 mwa opouvwa, t ap vizite Jakmèl epi Edo Zeni te denonse gagòt ki t ap fèt, chak senatè ap touche di mil dola (10 000,00 $). Li te di se pa posib pou y ap touche tout kòb sa a, tandiske malere ap mouri grangou.

Senatè Wensesklas Lanbè (Wencesclas Lambert), frè Senatè Jozèf Lanbè, te pati dèyè Zeni. Li te di msye fèk parèt, li pa konn anyen, epi l konprann pou l vin bay mounn leson. Antouka, bagay yo vin pi mal depi 2011 lan. Mesye yo foure men yo pi fon toujou nan lajan pèp la. Tank mizè a pi di se tank yo fè plis kòb, *Enbesil ki bay, sòt ki pa pran!* Se poutèt sa nou wè pati politik pouse tankou move zèb nan peyi a. Asireman, nou tande konbyen pati ki rekonnèt pou patisipe nan eleksyon : Katreven-dis (90). Èske se serye sa? Men se sèl endistri ki penmèt yo kale tèt pèp la: Politik, sitou nan Palman ak nan Egzekiti la !

Antretan, m ap attire atansyon nou sou youn atik Ileyis Papiyon (Iléus Papillon) ki te pibliye nan *Tout Haiti*, piblikasyon sou entènèt la, kote msye te bay youn ti lis avantaj mesyedam palmantèz yo: *"kat telefòn, manje, gaz, konsiltasyon [kay doktè], kòb pwason [pou fèt Pak], kòb pou fèt patwonal, kòb pou Kanaval"*. E nou menm nou ajoute kòb pou rara, pou machin gwo pri, san bliye lajan fèt fen dane yo.

De jou an jou, mwen konprann pi byen pouki sa la majorite palmantèz ann Ayiti, sitou mesye Kale Tèt yo, pa vle touche kesyon PetwoKarib la. Prèske yo tout gen youn grenn zanno ka òfèv. Yo pa vle lòt kòlèg lonje dwèt sou yo. Prezidan, Premye minis — ansyen e prezan—, konn nan ki konfyolo yo te antre avèk sèten senatè ak depite. Yo konn kijan pou tire fisèl zòt pou fèmen bouch yo, pou m pa di dyòl yo. Men nan Kalfou Tenten nou rive la a, li lè li tan pou nou *"jouer le tout pour le tout",* jan yo di an franse a. Paske si palmantè ki gen bòn konsyans pa fè sa pou yo fè pou abse a kreve, yo ka pase pami lafoul tou. Se ta byen domaj.

Senatè Jozèf Lanbè, antan ke prezidan Sena a, ap oblije jwe youn dènye kout kat. Si l jwe sa byen, gen fason pou l soti nan koze a tankou jan yo di nan lang Voltè a (Voltaire): *"Un patriote de la dernière heure !"* Paske jan l kòmanse pale a li pa ka ret nan chemen. Fòk yo pase alaksyon anvan twò ta pran yo. Pa bliye ke *"lagè avèti pa touye kokobe!"*

Grenn Pwonmennen, 25 Jiyè 2018

Youn ti di plis : *Samdi pase a, 21 jiyè, lavil Jakmèl te leve byen cho. Senatè Rika Pyè ki te vin ak jeneratris la abò youn gwo kamyon transpò. Men youn bann mounn t ap tann kamyon an nan pòtay lavil la. Yo di se swa jamè jeneratris la p ap vin delivre la a konsa. Okontrè, chofè kamyon an te blije sove poul li anvan yo te pase l alenfinitif. Kounnye a, nou tande ke Senatè Pyè pral pote jeneratris la tounen nan Sena a. Epi youn bann mounn kouri ekri nan rezo sosyo yo pou mande kilè senatè Jozèf Lanbè ap fè youn jès tou?*

Créole Plate Inc.

Take Out & Catering

We serve
a
delightful array of dishes for
Breakfast, Lunch and Dinner

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT
AT
233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. & 234th St.) Phone: **718-341-8566**

APARTEMENT À LOUER/
APPARTMENT FOR RENT
3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable. Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

En quoi consiste le rôle d'un Parlement ?

Suite de la page 4

Et ces lois s'appellent la Constitution (*maman lwa peyi a*).

La complicité du parlement dans la corruption

Le peuple croupit dans la misère, pas de budget alloué à la santé et à l'éducation, les parlementaires, qui promettent monts et merveille, ne font rien au Palais législatif, sinon que mentir à la nation, alors qu'ils jouissent de nombreux privilèges. La question à se poser est : quelles sont les critères de réussite et du succès en Haïti ?

Détournement de génératrice par Ricard Pierre, outre la location d'une résidence secondaire, contrat de bail d'une résidence officielle à Pèlerin au bénéfice de Joseph Lambert dont le coût est évalué 7 millions 282 mille gourdes équivalant à 13 mille 382 dollars américains par mois; enrichissement illicite des honorables parlementaires, les multiples frais et subventions qu'ils reçoivent de l'État ; frais de voyages (local ou à l'étranger); frais fixes, frais de première installation, frais d'acquisition de véhicules, subvention des activités culturelles et sportives en été, frais de carburant, frais de cartes de recharge téléphonique entre autres.

Et la liste de privilèges s'allonge. À chaque rentrée des classes, les parlementaires n'ont pas à puiser dans leurs propres ressources, le Parlement donne un support financier à chaque parlementaire. Ces grands gosiers sont aux soins le plus délicat et tètent la mamelle avec appétit. Non compris leur salaire mensuel, malgré ces divers frais et subventions, ces grands mangeurs collectent encore des fonds dans les administrations, au Palais national, à la primature, dans les entreprises publiques et auprès des particuliers. Oh Haïti, quel bon pays où les hauts fonctionnaires de l'État font ce qu'ils veulent avec l'argent du trésor public ! *Alòske pèp la pa menm ka gade, alewè pou l ta pran; tout minis, tout palemantè, tout gwo fonksyonè nan Leta ap byen pase, paske yo vote lwa ak gwo bidjè ki ba yo plen pouvwa pou yo foure men pran nan kès Leta san gade.* Mais ils ne sont pas bêtes, même si certains d'entre eux ne connaissent pas les chiffres romains. Où est passée cette commission qui se propose d'investiguer les contrats exécutés et qui ont permis la dilapidation des fonds PetroCaribe au cours de la période 2005-2016, dont des centaines de millions de dollars sont portés disparus. *Sèlman yo di nou sispann bay chat veye mantèg.*

Considérant le luxe ostentatoire dans lequel vivent les parlementaires et membres du pouvoir exécutif; considérant les complicités des institutions, telles que la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA), le ministère de la Planification et de la Coopération externe (MPCE), le Parlement, la Primature et surtout le Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD) dans le brigandage orchestré dans l'utilisation du fonds PetroCaribe de 2005 à 2016. Que peut-on espérer d'un gouvernement qui s'affiche avec la corruption, avec la violence, avec l'insécurité, avec l'injustice, sinon que de réduire Haïti à sa plus simple expression !

Quel est le rôle d'un parlementaire ?

Du train que ça va, sans doute est-il bon de rappeler, dans la mesure des choses, la mission ou le rôle d'un parlementaire, puisque 99 % d'entre eux ne sont pas imbus des devoirs liés à fonction, voire d'être à la hauteur de cette noble tâche. Un parlementaire doit être le représentant non simplement d'un parti, mais le représentant d'un peuple qui est non pas suzerain, mais souverain. Par conséquent, le parlementaire a aussi la charge lourde de ne pas défendre une catégorie de personnes, mais de défendre l'intérêt général, c'est-à-dire ce qui pourra le plus profiter à l'ensemble des citoyens, ce qui ira le plus vers le bien, et non vers le mal. Un parlementaire, ce n'est pas un sujet, c'est quelqu'un qui regarde ce qu'on lui propose, et qui fait en sorte que cela colle avec l'intérêt général.

Bref, un parlementaire, c'est un bouclier, c'est un contre-pouvoir. Il veut le bien et pour cela, il dit, lorsqu'il le faut, ses quatre vérités au gouvernement. Il ne s'incline pas très bas, sur le sol. Il ne se fait pas l'esclave du président ou du Premier ministre. Tout au contraire, il éclaire l'Exécutif.

r_bourget@yahoo.com
(MTS) Maîtrise en Travail social
Poète/écrivaine

PROPRIÉTÉ , VENDRE
, PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

◇ MÉDECINE CHIRURGIE ◇
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Frantz
Photo & Video Studio
Phone: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 Flatbush Ave. (Bet. Union & Maxwell)
FrantzStudio.com

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (Without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

NE PERMETTEZ PAS QUE LES IMPÔTS, LES FRAIS DE CONSOMMATION D'EAU OU DE RÉPARATION VOUS CRÉENT DES PROBLÈMES AVEC VOTRE MAISON.

Si vous devez des impôts immobiliers, des frais de consommation d'eau, d'égouts, de réparation d'urgence ou d'autres dépenses liées à la propriété, il est possible que la ville de New York vende le droit de rétention sur votre propriété.

Les personnes âgées, handicapées et les propriétaires qui sont des vétérans peuvent être qualifiés pour dégrèvement d'impôts, mais ils doivent faire la demande.

Composez le 311 pour faire la demande, ou bien pour déterminer si votre maison se trouve sur la liste des propriétés dont le droit de rétention est en vente. Vous pouvez aussi rechercher votre propriété sur la liste en visitant le site : nyc.gov/liensale.

Ne tardez pas. Répondez aujourd'hui.

NYC | Department of Finance | Department of Environmental Protection | Department of Housing Preservation and Development

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:03 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!

We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctoronthegp.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics

Kèlkeswa kote ou soti.
Ou lakay ou.

Fè yon IDNYC. Avèk yon kat idantite gratis nan NYC, nou ka eksplore tout vil la ansanm. Al chèche pitit ou lekòl, gade dosye vaksen ou sou entènèt, epi prete liv nan bibliyotèk prive ou. Se kat sa a ki louvri tout pòt nan tout vil la.

Tout rezidan Vil New York ki gen 14 zan oswa plis kalifye pou aplike.
Rele 311 oswa ale sou nyc.gov/idnyc

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:04 AM Page 9

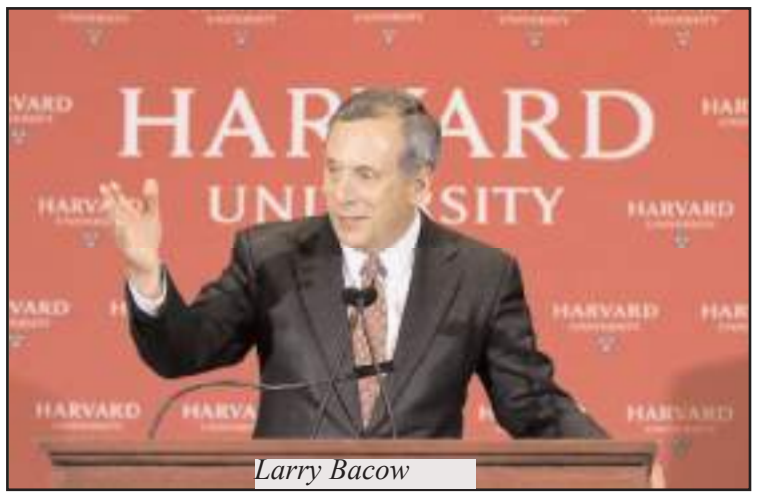
HAPPENINGS !

From page 1

faculty and became FAS dean in 2015. Now she has the chair, the top post. According to *The Gazette*, she's been the Wilbur A. Cowett Professor of Government and of African and African-American Studies, and she founded the *"Harvard's Inequality in America Initiative."*

In making the announcement, Mr. Bacow said, *"Claudine Gay is an eminent political scientist, an admired teacher and mentor, and an experienced leader with a talent for collaboration and a passion for academic excellence."* He added: *"She is a scholar of uncommon creativity and rigor, with a strong working knowledge of the opportunities and challenges facing the FAS. She radiates a concern for others, and for how what we do here can help improve lives far beyond our walls. I am confident she will lead the FAS with the vitality and the values that characterize universities at their best."* Better praise than this there isn't.

What could Dr. Gay say after such an accolade from the Number One at Harvard? *"It is hard to imagine a more exciting opportunity than to learn from and lead the faculty, staff, and students of FAS,* she began. *"I am reminded daily that ours is an extraordinary community—diverse, ambitious, and deeply committed to teaching and research excellence. We are all drawn here, each in our own way, by a passion for learning, a search for deeper understandings, and a will to serve the common good. I look forward to working together to advance our shared mission, one never more important than it is now."*



Larry Bacow

The team at *Haiti-Observateur* congratulates Dr. Claudine Gay who's made us proud at a time that those in leadership in Haiti shame us by their actions. (See Editorial on pages 10 and 11)

It's happening on Sunday, August 5, 2018, from 1:00 to 5:00 pm at Brooklyn Borough Hall and Columbus Park. Brooklyn Borough President Eric L. Adams invites all to his 5th annual "**INTERNATIONAL DAY OF FRIENDSHIP,"** a cultural festival celebrating Brooklyn's diversity. Be at the kickoff of Unity Parade of Flags, at 1:00 pm at the Fulton Mall. Cultural performances at 2:00 pm will be at the Columbus Park main stage. To top it all, there's *"A Taste of Ethnic Cuisine"* at the Global Village where there'll be a global dance party. You can't miss it. For more information, call **718-802-3798** or check **programs@brooklynbp.nyc.gov.** Brooklyn Borough Hall, 209 Joralemon Street. Trains 2, 3, 4, 5, A, C, F, R. Buses: B25, B26, B38, B41, B52 and B103.

It's happening on Tuesday, August 7, 2018, from 5:00 to 9:00 pm, still in Brooklyn. The 69th Precinct Community Council is holding "AMERICA'S NIGHT OUT— **AGAINST CRIME,"** at the Seaview Park, located at Seaview Avenue and 88th Street. You shouldn't miss it because there are free giveaways, live performance, back-to-school supplies and face paintings. To top it all, free food and drinks. For more information: **718-257-6205.**

It's happening in Haiti this Friday, July 27, 2018, at 10 am. Lawyer André Michel announced that a new complaint will be filed against Sophia Martelly and Olivier Martelly, the wife and son of former President Michel Martelly, with the judicial office conducting the investigation in the dilapidation of the $3.8 billion PetroCaribe heist. The lawyer, who represents various clients having filed suits against those implicated in scandal, says *"Sophia and Olivier Martelly are among the main embezzlers of the PetroCaribe Fund."*

It's happening in Washington where President Donald Trump faces some fallout from his declared tariffs war. Yesterday, Tuesday, July 24, the president said the administration will provide up to $12 billion of emergency funding to U.S farmers hurt from countermeasures by countries targeted by tariff measures initiated by President Trump. Agricultural states, which voted for the president, are among the first to feel the pain from heavy retaliatory tariffs on their products by other countries.

Interestingly, President Trump made his announcement two days before he's scheduled to visit Iowa, the country's major soybean producer. In 2016 he carried that state against Hillary Clinton. Since the Republicans are facing an uphill battle in the upcoming midterm elections, the president is trying to appease farmers who were critical in his win in the electoral college, though losing the popular vote by 2.8 million.

The subsidy to the farmers won't be getting to them before September, just two months before the midterms. Will that be enough to appease them and bring them back into the fold? Already, farmers have lost about $13 billion in sales, according to farm organizations. Unquestionably, President Trump is facing a rebellion in his camp regarding his tariffs war. Quoted in the *New York Times* yesterday (the 24th,) veteran Republican Senator Charles Grassley of Iowa issued a statement saying, "*The president's announcement of billions of dollars in aid that will be made available to struggling farmers later this year is encouraging for the short term."* But he went to add, *"What farmers in Iowa and throughout rural America need in the long term are markets and opportunities, not government handouts."*

RAJ, July 25, 2018

LA SECCIÓN ESPAÑOLA

PRÓXIMO CANDIDATO A PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA. DOM

Luis Abinader se reunió con el presidente de Hispagnola Debout

Reitera su eslogan "Escuchando a la gente"; y expresa su apoyo a la Clinica Jacques Viau...

Desde la page 2

rales de mayo de 2016.

Mientras tanto, el ex alcalde de Consuelo, aliado de Luis Abinander, cuya buena voluntad conoce de la clínica Jacques Viau, había considerado oportuno que su candidato presidencial se reuniera con el presidente de la organización humanitaria Hispagnola Debout. El Sr. Lino Fulgencio también quiso presentar al Sr. Abinader a Léo Joseph, director de *Haiti-Observateur*. Sin embargo, un conflicto en el calendario de trabajo de esta última hizo imposible tal reunión. Esto no impide que el señor Joseph aproveche la oportunidad de esta entrevista perdida para hablar de este estadista cuya visión sociopolítica apunta a abordar los males que, según él, bloquean el progreso de su país y privan a los ciudadanos dominicanos de su parte en la distribución de los beneficios sociales y las oportunidades disponibles, pero que, según él, se desvían para fines personales, en el sentido de los intereses de una categoría.

Luis Abinader, al izquierda, y Jean-Claude Valbrun.

Abinader aboga por más ayuda del gobierno

El hombre que debía llevar la bandera del PRM, en las elecciones presidenciales dominicanas de mayo de 2020, se alegró de haber conocido personalmente a Jean-Claude Valbrun, de quien ya había aprendido mucho, así como de la clínica que fundó en Consuelito, a través del Sr. Lino Fulgencio. Sr Abinader acoge con beneplácito el compromiso del Sr. Valbrun y su esposa con la labor humanitaria en la República Dominicana, elogiando a esta última por haber invertido sus recursos financieros, intelectuales y físicos en una esfera que beneficia tanto a los nacionales haitianos como a los Dominicanos en la categoría de los desfavorecidos.

Por su parte, Jean-Claude Valbrun aprovechó la ocasión para explicar a su interlocutor la indiferencia del personal médico asignado a la clínica por la administración local de Salud Pública, cuyo servicio es muy irregular. Por ejemplo, anotó, algunos proveedores de servicios médicos están ausentes cuando lo desean, lo que priva

Suite en page 14

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:04 AM Page 10

ÉDITORIAL

Présidence et Parlement : Des prédateurs au pouvoir en Haïti

Plus les dénonciations se multiplient plus les abus des ressources publiques par les autorités exécutives et parlementaires exposent la vaste conspiration ourdie contre le peuple haïtien par l'Exécutif et le Parlement pour s'enrichir au dépens des plus démunis. Il s'agit d'une monstruosité jamais entendue dans l'administration d'un pays. Ce qui fait de nos dirigeants des prédateurs et non des hommes d'État, se révélant indignes de continuer à occuper les fonctions pour lesquelles ils ont été élus grâce aux fraudes et à d'autres illégalités. Ce n'est donc pas étonnant que de toutes parts fusent des appels au renvoi en bloc de tout l'appareil gouvernemental.

Voilà déjà plus de sept ans que, à *Haïti-Observateur*, nous dénonçons les déprédations du régime *tèt kale* des caisses publiques initiées par Michel Martelly, allant de la super-augmentation du per diem du chef de l'Exécutif et de ses associés, avec les membres du Parlement, à la dilapidation du fonds PetroCaribe. Mais au lieu de déclencher ce tollé que nous souhaitions dans l'opinion publique nationale, de telles condamnations ont, de préférence, attiré sur nous les foudres des jouisseurs de tels brigandages. Les femmes et hommes faisant partie, avec la présidence et le Parlement, du réseau de pilleurs de la caisse de l'État, nous ont taxé d'« *inventeur d'informations* ». Mais grâce aux dernières révélations du président du Sénat, Joseph Lambert, échangeant des accusations avec son collègue du Sud-est, le sénateur Ricard Pierre, c'est tout le pays qui a découvert le pot aux roses. L'opération par laquelle le chef de l'État fait cause commune avec ses alliés du Parlement pour estamper le pauvre peuple haïtien est connue. La nation va tirer les conclusions qui s'imposent et agir en conséquence.

En effet, *Haïti-Observateur* et d'autres organes de presse ont tiré la sonnette d'alarme dès que Martelly avait commencé ses visites à l'étranger dont l'importance pour le pays n'a jamais été établie. Pour son premier déplacement à Miami, où il passa deux jours, il avait tiré USD 40 mille $ de la caisse publique, soit le double de ce que percevait son prédécesseur, René Préval. On devait apprendre que son épouse et les autres membres de l'Exécutif ainsi que les parlementaires bénéficiaient d'une augmentation similaire. On sait, par exemple, qu'entre mai et juin 2011, soit environ un mois après sa prestation de serment, Michel Martelly avait effectué son premier voyage à Miami. Au mois de juin 2015, la somme totale de per diem qu'il avait récoltée pour ses déplacements totalisait USD 3 millions 820 mille $. À cette somme doit s'ajouter USD 10 000 $ par jour pour sa femme, qui ne rate jamais l'occasion d'accompagner son mari lors de ses voyages à l'étranger.

Avant de faire place pour *Nèg Bannann nan* au Palais national, Sweet Micky avait, en catimini avec le Parlement, augmenté les avantages de l'Exécutif ainsi que ceux des sénateurs et députés. De telle sorte que quand Jovenel Moïse a prêté serment il n'avait qu'à jouir des avantages créés pour l'Exécutif par les administrations Martelly-Lamothe et Martelly-Paul. Depuis lors, celui qui se dit « *champion de l'anti-corruption* » s'entend avec les parlementaires comme larrons en foire pour dépecer le pays et ses ressources. De sorte qu'on ne peut parler d'administrateurs d'un pays en se référant à eux, mais plutôt d'une entreprise mafieuse sans foi ni loi.

Mis au pouvoir par le chanteur du compas, Jovenel Moïse se comporte en remplaçant idéal de son prédécesseur, s'ingéniant à suivre le modèle de gestion de celui-là, notamment sa collaboration sans faille avec ce parlement criminel. Durant son passage au pouvoir avec son équipe, Martelly a pillé le fonds PetroCaribe et d'autres ressources financières du pays, laissant peu ou rien pour permettre à Moïse de financer les projets qu'il a promis. Quand bien même celui-là aurait tout mis en place pour que son homme lige, Jovenel Moïse, puisse continuer le pillage qu'il a institué, il a suscité de multiples manques à gagner que connaît l'administration Moïse-Lafontant, sabordant ainsi tout le système créé par Martelly.

Certes, du côté de la présidence, les ressources inscrites au Budget continuent d'être détournées par le truchement des ministères et les « *petits projets de la présidence* ». « La Caravane du changement » a été également mise à profit par Jovenel Moïse pour renflouer ses comptes privés. Ou bien l'achat d'équipements lourds à ses alliés du monde des affaires dont le financement est assuré par la Banque centrale de la République. Une illégalité à nulle autre pareil, vu que ses dettes envers eux remontent à la période de la campagne présidentielle. Dans la mesure où la communauté internationale hésite à voler au secours d'un Jovenel Moïse en détresse, ne faisant pratiquement rien pour mettre fin à son calvaire, le président haïtien risque de voir se prolonger ses malheurs, car la colère du le peuple est arrivée à l'extrême limite.

Du côté des parlementaires, la mise à sac du pays a vraiment commencé à la fin du gouvernement Préval avec le Budget 2011-2012, le premier de l'ère Martelly. Avant l'entrée en fonction du président-compas, la partie du Budget réservée au Parlement était de 1,6 milliard de gourdes; mais elle est passée à 2,2 milliards avec ce premier Budget, soit une augmentation de 37,5 %. Au cours des années suivantes, la portion du Budget destinée aux parlementaires s'est accrue progressivement, passant de 2,2 milliards en 2011-2012, à 2,52 milliards pour l'année fiscale 2012-2013; puis à 2,95 milliards pour le Budget 2013-2014; à 3,2 milliards pour l'année fiscale 2014-2015; à 3,34 milliards pour 2015-2016; et à 3,9 milliards pour l'exercice fiscal 2016-2017. L'escalade du Budget 2017-2018, très controversé, dit « *Budget criminel* », s'est révélée encore plus radicale, passant à 7,2 milliards de gourdes, soit une augmentation de 86 % à celui de l'année précédente et de 350 % au Budget de l'ère Préval. Un vrai vol organisé !

Le pays était déjà en colère contre l'Exécutif et le Parlement pour s'être appropriés la part du lion dans les deux derniers Budgets, octroyant, par exemple, une poussière aux soins médicaux et à l'éducation. Toutefois, les parlementaires ont souverainement méprisé les demandes de rectification des citoyens pour que le peuple puisse bénéficier d'une part plus juste du Budget. On peut imaginer l'état d'âme du pays suite aux révélations entraînées par le conflit opposant le président du Sénat, Joseph Lambert, à son collègue du Sud-est, le sénateur Ricard Pierre.

En effet, les privilèges dispensés secrètement aux parlementaires, en sus de ceux déjà connus, et qui se traduisent en des centaines de milliers de dollars US, prouvent le caractère prédateur des hommes et femmes au pouvoir en Haïti, dont des maisons secondaires prises en location sont payées de la caisse publique. Tout cela arrive tandis que les recettes publiques diminuent, sans que personne au niveau de la présidence ou du Parlement n'a levé la voix pour dire que la caisse publique ne peut supporter de telles extravagances. Au contraire, tant au niveau de la présidence qu'à celui des deux Chambres, le pillage continue sans désemparer. Pourtant, le président Moïse s'érige en protecteur des hauts fonctionnaires accusés de dilapidation du fonds PetroCaribe, empêchant que l'action publique soit mise en mouvement contre eux, N'avait-il pas dit qu'il ne permettrait « *aucune persécution politique* » sous sa présidence ? Entre-temps, des fonctionnaires de l'État, dont des policiers, des enseignants ainsi que des diplomates et le personnel consulaire n'ont pas touché plusieurs mois de salaires.

Il y a donc de quoi provoquer la colère du peuple. On comprend bien pourquoi des voix s'élèvent pour demander la fin du mandat de Jovenel Moïse et le renvoi pur et simple du Parlement. Avec de telles gens au pouvoir passant le plus clair de leur temps à inventer de nouveaux moyens d'appauvrir davantage le pays, la mobilisation anti-prédatrice ne fera que gagner du terrain. Alors que ces voleurs de grand chemin sachent que l'on récolte toujours ce que l'on a semé.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haiti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Bernie étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 2943-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Voltaire
13 K Avenue Fontenelle, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tel: (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $100.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat français

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:04 AM Page 11

EDITORIAL

The Presidency and Parliament: Predators in power in Haiti

The more denunciations are made, the more abuses of public resources by Executive and Parliamentary authorities expose the vast conspiracy against the Haitian people at the highest levels of government. The president and the parliamentarians have enriched themselves at the expense of those most in need. It's a monstrosity never heard of in the administration of a country. Unquestionably, our leaders are not statesmen, but predators, unworthy to continue in the positions to which they were elected through fraud and other illegalities. It's no surprise that calls from all sides demand that the whole government step down immediately.

For more than seven years we, at the *Haiti-Observateur*, have been denouncing the depredations of the "Bald-Headed" regime, raping public funding. All was initiated by Michel Martelly, who incredibly doubled his per diem as Chief Executive and that of his associates, including his wife. And, in concert with members of Parliament, he organized the squandering of the PetroCaribe Fund, some $3.8 billion.

Instead of triggering the expected general outcry, our denunciations have drawn on us the wrath of those who benefit from such robberies. We've been accused of "inventing information" by those in the network of looters of State coffers, whether in Parliament or in the Presidency. However, thanks to the latest revelations of Senate President Joseph Lambert, exchanging accusations with his colleague from the Southeast, Senator Ricard Pierre, it's a new ball game. The whole country has stumbled on what's been going on. It's clear now that the Head of State has made common cause with his allies in Parliament to fleece the poor Haitian people. Hopefully, the citizens will draw their own conclusions and act accordingly.

Indeed, the *Haiti-Observateur* and other media outlets sounded the alarm soon after Martelly began his visits abroad with nothing positive to show for the country. For his first trip to Miami, where he spent two days, he drew $40,000 in per diems, double what his predecessor, René Préval, had received. We learned also that his wife, other members of the Executive and parliamentarians benefitted from a similar increase. For example, between May and June 2011, just about a month after he was sworn in, Michel Martelly made his first trip to Miami. As of June 2015, the total amount of per diems he had collected for trips abroad amounted to $3.82 million. To this sum must be added $10,000 daily for his wife, who never misses the opportunity to accompany her husband on his travels.

Before making way for the *Banana Man* at the National Palace, Sweet Micky had slyly arranged with Parliament to increase the benefits of the Executive as well as those of Senators and Deputies. So, when Jovenel Moïse was sworn in, he had it all smoothed out for him. He began enjoying the benefits created for the Executive by the Martelly-Lamothe and Martelly-Paul administrations. In cahoots with the parliamentarians, the president has been stealing the people blind of its resources. Definitely we can't refer to them as administrators of the country. Rather they are a mafia enterprise fearing neither God nor Law!

Being propped up in power by the foul-mouthed compass singer, Jovenel Moïse behaves like an ideal substitute of his predecessor. Taking Martelly as as model, Moïse has managed to follow in his benefactor's footsteps, naturally in full collaboration with Parliament, which has been dubbed criminal. We'll note that during his time in power, Martelly, with his team in Parliament, looted the $3.8 billion PetroCaribe Fund, as well as other financial resources of the country. While he set up a personal nest eggs for his successor, Martelly left next to nothing for Moïse to finance his promised projects. Continuing with looting as an institution, the Moïse-Lafontant administration was left facing what has been the sabotage of the entire ruling system set up by the Martelly-Lamothe and Martelly-Paul administrations.

Under President Moïse, the resources in the budget continue to be diverted through various ministries and the so-called "small projects of the Presidency." The "Caravan of Change" has also been a cover for the president to replenish his private accounts. Also, the purchase of heavy equipment from his allies in the business world is a stratagem to repay them for financing his campaign. All of it unconstitutional, since the Central Bank of the Republic must disburse for debts incurred as a candidate.

As it is, the international community hesitates to come to the financial rescue of a Jovenel Moïse in distress. Practically, nothing is done to end his ordeal. Now, the Haitian president is running the risk of seeing his misfortune prolonged, because the anger of the people has reached the ultimate limit.

Regarding the parliamentarians, their sacking of the country began with the 2011-2012 budget, the first of President Martelly's era. Under President Préval, his predecessor, Parliament's share of the budget was 1,6 billion gourdes. In that first Martelly budget it junmped to $2.2 billion gourdes, a whopping 37.5%. In subsequent years, the portion of the budget earmarked for Parliament gradually increased, to 2.52 billion in fiscal year 2012-2013; to 2.95 billion in fiscal year 2013-2014; to 3.2 billion in fiscal year 2014-2015; to 3.34 billion in fiscal year 2015-2016; and to 3.9 billion in fiscal year 2016-2017. Then it was the radical, scandalous and highly controversial escalation to 7.2 billion gourdes in the 2017-2018 budget, dubbed "the criminal budget." That was an 86% increase over the previous budget and a 350% hike compared to what the 2010-2011 budget.

The country was already angry with the Executive and Parliament for appropriating the lion's share of the last two budgets, allowing, for example, meager amounts for medical care and education. But the parliamentarians ignored the citizens' demands for rectification to allow the people to benefit from a fairer share of the budget. One can only imagine the state of mind of the people following the revelations made from the conflict opposing Senate president Joseph Lambert and his colleague from the Southeast Ricard Pierre.

Indeed, the privileges secretly granted to parliamentarians, in addition to those already known, and which amount into hundreds of thousands of U.S dollars, are eye popping. That proves the predatory nature of the men and women in power in Haiti. Even their secondary residences are paid for from the public coffers. This is happening at a time that public revenues are falling. Yet, no one in the Presidency or in Parliament raised their voices to protest such burden on public resources. How can they explain such extravagance? On the contrary, looting, unabated, has continued, both on the part of the Presidency and of both Houses of Parliament. In fact, President Moïse has set himself up as protector of senior officials involved in the heist of the PetroCaribe Fund. Preventing public action against the accused, he stated, *"No political persecution will be allowed as long as I am president"*. Meanwhile, government officials, including police officers, teachers, diplomats and consular staff have not received their salaries for several months.

Understandably, there's enough to provoke the anger of the people. One should have expected their outcry as they loudly call for an end to Jovenel Moïse's term and the outright dismissal of Parliament. With those in power spending most of their time inventing new ways to further impoverish the citizens, anti-predatory mobilization will only gain ground. After all, whatever is sown such will be reaped.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haiti
Haiti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haiti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haiti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, Bt Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/Ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:04 AM Page 12

LE COIN DE L'HISTOIRE

PERSPECTIVE ON WHAT HAPPENING IN THE TRUMP WHITE HOUSE

America showed weakness when we should have been strong

By Jim Uttley

If you thought the long weekend of the Trump-Putin Summit was explosive, this pales by comparison with what happened this past weekend when the U.S. president appeared to come unglued by a speech given by Iran's dictator in which his regime threatened the United States offering the Americans either "the mother of all peace [whatever that means] of the mother of all wars."

President Trump responded on Twitter with a message that looked like the teletype communication sent out following the assassination of President John F. Kennedy in 1963. It's not clear what is going through the mind of the American president but he seems almost unhinged lately.

First, we had the NATO Summit in Brussels, the American encounter with the British Prime Minister and a first-time tea with Her Royal Majesty Queen Elizabeth the Second. Then it was on to a round of golf or two in Scotland and finally on to Helsinki, Finland and the climactic finale of the Summit between the American President Donald Trump and the President of the Russian Federation Vladimir Putin. It all came to a smashing end with that astounding joint press conference.

The only event that kept most of the world distracted from the disasters occurring left and right in Europe, was the incredible World Cup Final match between France and Croatia. If it hadn't been for France's second-time win, most of Europe and the world would be drowning in despair after that historic press conference starring Dictator Putin and President Trump who must continually think he is a TV personality.

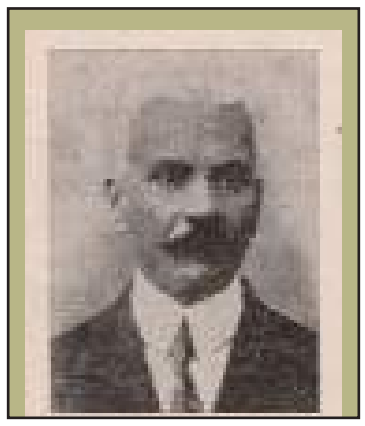
Le président américain Herbert Hoover.

What happened when the media encountered these two, it was like a bolt of lightning sparked across Europe and stretched to the other end of the Atlantic with 100 billion megawatts of electrical force. To say the least, a majority of Americans were shocked. Perhaps stunned would be a better word.

To summarize the positions held by Trump and Putin, Mr. Putin denied everything the media and the Robert Mueller investigation has revealed so far, and Mr. Trump took Putin's side while throwing the American intelligence and state departments under the bus.

To me, it was as if the United States president has been in a coma for the last 50 years. Anyone born before 1970—and Mr. Trump certainly was—had to remember events like the Bay of Pigs and the Russia-Cuba missile crisis. Who can forget the Russians attempt to invade Grenada, and planting their political flags in Nicaragua, Chile, Venezuela, and, of course, Cuba?

As a ten-year-old kid growing up in Haiti, my buddies and I knew well of Castro's takeover of Cuba and of this dictator's threats to invade Haiti. In 1959, the West Indies Mission along with Pastor David Hartt founded Radio Lumière near Les Cayes, in the south of Haiti. Shortly after that, the radio station began broadcasting programs via shortwave into Cuba using former Cuban missionaries as the messengers. Among those were Mr. and Mrs. Louis Markwood and Miss Zeida Campos, a veteran missionary, who came from Cuba to the Les Cayes area back in the late 1930s.



Louis Eugène Roy.

These Cuban broadcasts provided the Cuban people with news from outside the "walls" of their communist regime. They also shared the message of the Good News of Jesus Christ—a message that was publically forbidden in Cuba, except if people followed strict rules which forbade evangelization.

During all this time, Haiti's government was a totalitarian state ruled by the iron fist of Francois "Papa Doc", a country doctor who used voodoo and superstition to hold the Haitian people under a spell of fear. In some ways, the terror in Haiti was far worse than what was spreading throughout Cuba and other Caribbean islands. But the United States turned a blind eye to what was happening in Haiti because Duvalier was a staunch anti-communist and put down every attempt to overthrow his regime—especially those who originated from neighboring Cuba.

You most likely would not be reading *Haïti-Observateur* today if the American government—particularly Presidents John Kennedy, Lyndon Johnson, and Richard Nixon hadn't done what President Trump did this week, in turning a blind eye to what goes on in Russia and what the Russians did in 2016 and are trying to do even now in the United States. Founders Raymond A. Joseph and his brother Léopold Joseph became political exiles because of the ruthless regime of Papa Doc and later his son, Jean-Claude "Baby Doc."

Joseph Louis Borno.

I am fearful that today's generation has no concept of what it's like to live under tyranny and what our great grandparents, grandparents and parents lived under in places like Cuba, China, North Korea, Russia and, yes, Haiti. There seems to be no fear of governments whose leaders would, if they could, destroy all that we stand for.

Unfortunately, if President Trump was serious in his glowing comments about Putin and North Korea's Kim, then we should be very concerned for America's future. And if Mr. Trump was serious when he made disparaging comments about Haiti, El Salvador, and other nations, I can't see his administration doing much good on behalf of the Haitian people or even the Haitian Diaspora.

The United States needs a strong leader who will stand up to today's tyrants as previous presidents stood up to Mussolini, Hitler, and Stalin. We need someone who will speak out against the genocide of Christians going on in Nigeria and Burma. And we need American leaders—our Congress and president—who will stand up for refugees, Dreamers, and children separated from their families.

Stand up for justice. Stand up for freedom. Stand up for righteousness.

PROCUREZ-VOUS LES ŒUVRES DE ROSIE BOURGET

Tout le monde adore lire la rubrique de Rosie Bourget pour faire le plein de connaissance. L'auteur vous propose ses trois derniers nés, intitulés « *Floraison* », « A Rose in Full Bloom », Istwa Kreyòl ».

Régalez-vous avec son style unique et exceptionnel. Installez-vous… et laissez-vous envahir par une sensation de bien-être et d'humour. Vous avez besoin de vous détendre ? Les textes de « Istwa Kreyòl » vous permettent de chasser vous-même vos ennuis, de manière simple et rapide.

En vente à la librairie Mapou.

Pour passer vos commandes, contactez l'auteur au numéro suivant

(954) 445-0344; via courriel rbourget18@gmail.com ou r_bourget@yahoo.com.

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:04 AM Page 13

DIPLOMATIE INTERNATIONALE & SOCIÉTÉ

Abbé'l Donaldo du Deal System s'oublie en mode Miky-Martelly

Par Dan Albertini

Entre () Jòv d'Haïti est-il le vrai coupable de la faillite du 8/07, sa formule « le président a parlé point barre » ayant été reprochée par G Bodeau, démontre comment Jòv a usurpé le pouvoir des exécutifs locaux. Alimente les parlementaires qui ont abusé sans vergogne l'essence même de ce pouvoir des villes, signalent les mairesses qui constatent une panne d'expertise, d'où la faillite. Le président est-il donc ce modèle d'échec coupable, bluffeur, qui se dit inclusif ? Où sommes-nous de la CHI : de l'invisible ou dans l'invisible ? Fermons les ().

Comment lire *l'abbé du deal* en son mimétisme intime à risque ?

Mimant le président *miky-d'Haïti, bandit-légal autoproclamé,* qui, de son modèle *d'in-sûreté* lègue : arrogance, surfaçage, bluff, soumission, à son poulain *jòv* (*in* Tripotay lakay), pour une société malade. Donaldo, *l'abbé du deal,* croit savoir glisser les US, le monde dans son intime insécurité : *bluffer gagner*. Notion apprise et interprétée du *player* d'Haïti, *miky*-Martelly.

Voici le modèle *d'in-sûreté* annoncé du FMI qui a produit le 8/07/2018 en Haïti. 21/06/2018 « les services du FMI achèvent une mission à Haïti ».

« *Les communiqués de presse publiés en fin de mission par les services du FMI expriment leurs observations préliminaires au terme d'une mission dans un pays. Les opinions exprimées dans ces conclusions sont celles des services du FMI et ne sont pas nécessairement celles du Conseil d'administration* ».

Citation : « *Les perspectives à moyen terme sont généralement positives : la croissance haïtienne pourrait s'accélérer après la mise en œuvre envisagée de réformes structurelles,* ***mais les risques sont considérables*** », Walker **(FMI).**

Si PHTK l'a su et l'ignora, puisque le communiqué, la citation, la rencontre étaient publics, il faut tirer ici les conclusions réelles. Non pas ignorant, mais ignare, a été le visionnaire de *jòv,* conséquemment, ceux qui miment le « *player* » de PHTK. L'abbé Donaldo va plus loin. *Vlad* pour l'abbé du *deal* est le bon modèle, dominateur égocentrique, il sait mater la rébellion. Kim, l'adoré d'un peuple soumis. Le fait de salir au préalable l'ère du jeu politique afin d'éloigner les écoles, d'écarter la compétition savante, est une théorie tordue dangereuse du deal, connue depuis Duvalier. Si Haïti ignore souvent son influente 1804, cette fois-ci c'est dans la bêtise.

Michel Miky-Martelly a lâché : *mano Charlemagne avait insulté l'Etat tandis qu'il était chef aussi* (Tripotay Lakay). Parlant de mauvais exemple, il cite son «*ami,* son *frère* ». Il dénonce les *fautes d'usages* d'une « *société malade où l'on viole l'enfant* ». Chef d'État, qu'a-t-il fait pour réduire le vice, modérer l'État ? Je ne suis régulateur de pensées des mots, mais je n'ai jamais entériné les injures de *mano,* fut-il dénonciateur de pourriture. Vision : le fait de se ressembler suggère de s'assembler, l'inverse étant déjà, *baron* Z n'a-t-il pas dit de Préval un *non-président* du fait de l'avoir laissé empester langage, dialogue en République ? N'avait-il pas soutenu que lui, président, il ferait arrêter le marchand de, étalant ses ? Rien, absolument rien, ne s'est passé à ce jour, sinon le *gala étourdi* de la pensée républicaine moderne, grande pédagogie apprise par l'abbé Donaldo qui agresse à son tour les États-Unis d'Amérique et eut à dire en chantier dès le début : *je suis comme ça et je ne sais pas changer*.

Vertu et culte du scandale de l'indécence au nom du *player, miky*-Martelly prétend parler de fonds national pour l'éducation quand tout le monde parla de mots grossiers qu'il aurait entendus de *mano* Charlemagne aussi. Il ignore encore que sa formule alimente au quotidien *l'abbé Donaldo* du *deal system,* ne lui reste qu'à baisser les… pour rabaisser Harvard, s'il ne l'a pas fait par vidéo protégée.

Je ne suis confus en *miky*-Martelly, les deux se sont associés maintenant tandis qu'ils étaient deux personnages distincts autrefois. Mais depuis la présidence, tel que le décrivait dans le frère du Président, en 2012, je crois, la double personnalité, tant par le rejet de soi que par l'usage de drogue dure et de vols de camions, dixit ce même porte-parole, j'ai tracé le profil et le portrait d'un dérangé. M.

Je ne veux survolter la *chose* haïtienne, mais la culture H élargie suggère ceci en interprétation globale : *psirico em Salavador* interprétant l'Haïtien au kompa par *pa manyen fenm nan konsa de miky*, men's choir de Baldwin Wallace University interprétant *pye aleman lemiso batala* de Gifrants, Hong Kong Baptiste University choir dans *peze kafe*, l'Afrique dans Coupé Cloué, Coastal Youth song choir dans *papa loko*, Naïca cover dans *papa gede bèlgason… etc*. Il en est plus que certain, depuis que *miky* a fui la formule *anba rad la* largement précédée par le roi Coupé dans son *homélie* contre la féminité haïtienne, le véhicule a *chaviré* et la pollution du naufrage outremer est invitée sans coercition.

En effet, *baron-miky* l'ignore, *l'abbé du deal* l'a suivi dès le début dans les faits comme dans la forme; nuance, l'apprenti n'a encore mis à l'air ses, de crainte une réduction exposée qui le ridiculiserait *chez toto* de Bossa Combo. Jugera-t-il de faire grimper son économie du deal et en réclamer les finances pour concurrencer Bezos, quand Oprah Winfrey aurait réussi à en faire sans avantage ? *La réponse dépend de plus en plus de Mueller à ce rythme* !

L'abbé Donaldo et, nous le savions comme la fierté d'un arbuste qui pousse au point de devenir géant et de porter ombrage à tout autre arbre, en dépit de leurs racines, ou, de ceux qui grimpent autour, jusqu'au jour où la violente tempête, un simple ouragan inattendu par le clan désormais au sommet) arrive, brise soit une branche vitale, soit déracine le mastodonte aux racines élargies hélas sans racine profonde réelle. Si c'est ça la catastrophe, c'est alors mimer la mauvaise gouvernance haïtienne de Martelly et ici, c'est s'associer à l'ennemi aux yeux d'un peuple issu de révolution. C'est aussi et surtout ça, trahir le peuple américain en invitant *vlad* en ami, à DC, après la fameuse réflexion sur Kim Jong Un, après les accusations de Mueller qui mettent en cause des Russes estimés espions dangereux. C'est exactement ça, suivre les traces de Kim, en Amérique. Inconséquemment tel que le visait possible R Nixon, à son époque. C'est ça le modèle de l'inconséquente arrogance de Michel *miky*-Martelly qui cherche et projette la moindre faiblesse de l'électorat, du peuple haïtien pour se justifier dans la bêtise avancée irrécupérable quand il cherche à nourrir sa famille aux dépens des mandants, pourvu que cela lui soit confortable et profitable.

L'abbé du deal a ainsi copié micky quand Reagan copiait Hollywood !

L'ordre des scandales

Prenons l'affaire Banella en France. Le 1er mai dernier passant comme une lettre à la poste, grade s'en suivrait pour le sujet transformé en Rambo. Fausse expertise, violation du droit. Ce qui conforterait le pouvoir d'un président opérant par la violence. Exportation du modèle surtout en Afrique... *etc*. Combien, de Sarkozy à Hollande, ont passé ainsi quand on critique Maduro au Venezuela, Ortega au Nicaragua, qui font face à de l'infiltration de ce type d'État interventionniste sous influence qui prétend la rectitude en donnant des leçons. Cela doit certainement inquiéter aujourd'hui au plus haut point avec l'abbé Donaldo. Plus de *deal* !

La première question de Mueller depuis Cohen 07/19 doit être plus que probable, mais certaine, à savoir qui payait en réalité la facture du scandale s'il y en avait avec ses playmates, quand Cohen aurait d'abord déboursé. C'est-à-dire, jusqu'où, vers qui remonte ces factures si ce n'est pas l'intéressé qui finalement aurait payé ? *Il serait riche comme Crésus* ?

Elle est profonde, mais surtout lourde de conséquences pour le ou les potentiels inculpés, mais juteuse pour Mueller. Cela va dans le cadre des élections, en association de, en violation de, en complicité de, au mépris de. Dans le domaine du crime d'État, est-ce là la spécialité des recherches de Mueller, comme porter en accusation la dizaine de Russes impliqués. L'affaire ayant atteint un seuil, je vous laisse le soin de plaider Nixon au superlatif. Dans le cadre du Congrès, la dernière erreur de l'abbé du deal c'est de se croire plus fameux que le *curé* de la paroisse des cigares cubains à DC. Il était bien plus attrayant comme pour la Monica, et bien moins scandaleux, malgré les scandales devenus sympathiques pour ses détracteurs.

Un jour, parlera-t-on de collusion dans cette affaire de mur à construire aussi, peu importe. *Je perçois l'abbé du deal moins riche qu'il le prétend, plus vulnérable, surtout addict.*

PROCHAIN CANDIDAT À LA PRÉSIDENCE DE LA RÉP. DOM.

Luis Abinader a rencontré le président d'Hispagnola Debout

Réitère son slogan « Rester à l'écoute du peuple »; et exprime son appui à la Clinique Jacques Viau…

Par Léo Joseph

Un ancien candidat à la présidence de la République dominicaine, qui s'apprête à briguer encore la plus haute fonction de ce pays, EN 2020, a eu une rencontre avec le président de l'Association Hispagnola Debout, à l'occasion de la dernière visite de celui-ci à Santo Domingo.

En effet, Luis Rodolfo Abinader Corona, qui vient de fêter ses 51 printemps, plus connu sous le nom de Luis Abinader, économiste, homme d'affaires et homme politique, a eu une entrevue avec Jean-Claude Valbrun, grâce à l'intervention de Juan Medina Lino Fulgencio, ex-maire de Consuelo, village situé dans la province de San Pedro de Macoris, et où se trouve la Clinique Jacques Viau créée par ce dernier, située dans l'orbite du batey Consuelito. Durant les deux heurs que les deux hommes ont a passé ensemble, M. Abinader a réitéré son slogan « *A l'écoute du peuple* », affichant le grand intérêt qu'il porte à l'œuvre humanitaire qu'a créée M. Valbrun, notamment, à l'intention des coupeurs de canne, en particulier, et des défavorisés du sort dominicains en général. La rencontre entre Jean-Claude Valbrun et le futur candidat du Parti révolutionnaire moderne (PRM) a été aménagé par l'ex-maire de Consuelo ayant largement contribué à la concrétisation du projet de construction de la Clinique Jacques Viau. Juan Medina Lino Fulgencio, appelé affectueusement Johnny. M. Lino Fulgencio envisageait d'apporter une aide encore plus solide à la clinique en exploitant les prérogatives de la mairie qu'il dirigeait. Mais il a été supplanté par un concurrent, dans le cadre des élections générales de mai 2016.

Sur ces entrefaites, l'ex-maire de Consuelo, un allié de Luis Abinander, dont il connaît les bonnes dispositions à l'égard de la clinique Jacques Viau, avait jugé opportun une rencontre entre son candidat à la présidence, et le président de l'œuvre humanitaire Hispagnola Debout. M. Lino Fulgencio voulait, du même coup, introduire Léo Joseph, le directeur d'*Haïti-Observateur*, à M. Abinader. Mais un conflit intervenu dans l'horaire de travail de ce dernier a rendu impossible une telle rencontre. Cela n'empêche à M. Joseph d'exploiter l'opportunité de cette entrevue ratée pour parler de cet homme d'État dont la vision sociopolitique ambitionne de s'attaquer aux maux qui, selon lui, bloquent les progrès de son pays et privent les citoyens dominicains de leurs lots dans la distribution des avantages sociaux et des opportunités disponibles, mais qui sont, d'après lui, détournés à des fins personnelles, dans le sens des intérêts d'une catégorie.

Suite en page 15

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:04 AM Page 14

LA SECCIÓN ESPAÑOLA

PRÓXIMO CANDIDATO A PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA. DOM

Luis Abinader se reunió con el presidente de Hispagnola Debout

Reitera su eslogan “Escuchando a la gente”; y expresa su apoyo a la Clinica Jacques Viau...

Desde la page 9

a los pacientes de la atención médica que tanto necesitan.

El Sr. Valbrun no ocultó su frustración por la indiferencia de las autoridades gubernamentales hacia él, ya que nunca dio una señal de vida en relación con su solicitud de exención de impuestos para la clínica. El año pasado (en noviembre), él y sus asociados en Nueva York se vieron obligados a pagar altos impuestos sobre el hardware (computadoras e impresora) utilizado para computarizar las operaciones de la clínica. El presidente de Hispagnola Debout cree que esta actitud puede explicarse por la indiferencia, si no por el desprecio hacia los braceros. Según él, esto convierte a los líderes mentirosos de la Salud Pública Dominicana en defensores de un servicio médico de “calidad” para los cortadores de caña y sus familias.

Jean-Claude Valbrun cree que la vocación de los tomadores de decisiones dominicanos en materia de atención a los más necesitados los desafía a abstenerse de tratar a los residentes de los bateyes como parientes pobres.

El Sr. Abinader piensa que el gobierno debería ayudar más a la clínica, comenzando por proporcionar el mobiliario y el equipo necesarios para el funcionamiento normal de tal institución. Deplora el hecho de que aquellos que toman decisiones a nivel del Departamento de Salud Pública, a todos los niveles, se comporten de esta manera.

Luis Abinader también abordó la cuestión de los haitianos nacidos en la República Dominicana de padres extranjeros, pero a los que se les negó la nacionalidad dominicana.

Hijo de inmigrantes libaneses, pregunta a las autoridades si debe regresar al Líbano para obtener los documentos que le permitan acceder a un pasaporte dominicano. Esto también se aplica, le dijo a Jean-Claude Valbrun, al hijo de Peña Gómez, quien actualmente ocupa el alto cargo de director de la Lotería Nacional.

Recordamos que el difunto secretario general del Partido Revolucionario Dominicano (PRD) fue elegido alcalde de Santo Domingo. Nacido y huérfano de padres haitianos, el difunto Gómez se había postulado a la presidencia tres veces. Pero su candidatura fue efímera, como resultado de travesuras racialmente inspiradas. En su tercer intento, era el favorito de los votantes. Pero fue, una vez más, víctima de una estrategia que algunos observadores atribuyeron a Juan Bosch, durante las elecciones especiales celebradas en mayo de 1996 que colocaron al candidato del Partido Liberación Nacional (el nuevo partido creado por Bosch después de dejar al PRD), en este caso Leonel Fernández, en segundo lugar detrás de Francisco Gómez, quien obtuvo el 38,9% de los votos. Fernández fue elegido gracias a un acuerdo alcanzado entre las distintas partes en detrimento del favorito Gómez.

Luis Abinader, à la izquierda, y John Lino Fulgencio.

En guerra contra la corrupción y la impunidad

Luis Abinader propone transformar su campaña para la presidencia de la República Dominicana en una guerra abierta contra “la corrupción y la impunidad”, así como contra la delincuencia que ha tomado proporciones alarmantes en su pais, dijo.

El futuro candidato presidencial del Partido Revolucionario Moderno aboga, en su sitio web, por una ruptura radical con la corrupción y la impunidad. Para ello, propone a sus conciudadanos “un modelo de gobierno diferente al que hemos tenido en los últimos años”. En la estela, sostiene que la República Dominicana necesita “una nueva visión y nuevas prácticas en todos los niveles de liderazgo estatal”. Porque, argumenta, “la corrupción y la impunidad han penetrado profundamente en grandes sectores de la sociedad. Por lo tanto, propone la introducción de un nuevo modelo de gestión política que funcione con total transparencia para liberar a este país de estos flagelos que están ganando terreno constantemente.

En cuanto al problema de la inseguridad, Luis Abinader advirtió contra el desbordamiento del crimen organizado, obligando al gobierno del presidente Danilo Medina a adoptar medidas radicales, urgentes y responsables para la seguridad pública y la protección de los ciudadanos.

Abinader añadió que la situación ha llegado a un punto en el que la gente prefiere “quedarse en casa, no aventurarse en la calle”. Una situación que califica de “inaceptable para la sociedad dominicana, que tiene pleno derecho a vivir en paz y seguridad”, lo que indica, además, que el pueblo dominicano “paga impuestos y hace otros aportes para apoyar al Estado”.

Según Abinader, la corrupción y la impunidad, dos fenómenos omnipresentes en la República Dominicana, fueron algunos de los factores que contribuyeron a la victoria de Andrés Manuel López Obrador en las últimas elecciones presidenciales mexicanas.

Continuando con el mismo tema, el futuro candidato presidencial enfatiza: “Noté, con ocasión de estas elecciones, que un cambio como el experimentado por México tendrá lugar aquí en mayo de 2020, debido al agotamiento del modelo de gobierno del Partido de la Liberación Dominicana, que no ha sido capaz de dar respuestas efectivas a las necesidades y demandas de los diversos sectores sociales del país.

Para escuchar y leer a Luis Abinader, uno tiene la impresión de que habla de la situación que prevalece en Haití, tanto los problemas de seguridad como el fenómeno de la corrupción y la impunidad observados en los dos países que comparten la soberanía de la isla son similares.

Cabe señalar que la corrupción ocupó los titulares de los medios de comunicación dominicanos, primero en el contexto de la acusación del senador dominicano y secretario del PLD en el poder, Félix Bautista, quien fue destituido por la Corte Suprema de la República Dominicana. Este veredicto de no a favor del poderoso senador dominicano no impidió que el Departamento del Tesoro de los Estados Unidos confiscara sus propiedades en ese país por motivos de corrupción. Por otro lado, por lo menos una docena de ciudadanos dominicanos, incluyendo ministros y parlamentarios, han sido acusados por el poder judicial dominicano en el caso Odebrecht. Esta firma brasileña había pagado unos 200 millones de dólares a políticos dominicanos a cambio de lucrativos contratos de construcción que le habían sido adjudicados.

Un entorno político diferente

Luis Abinader cree que el cambio en el entorno socio-político de la República Dominicana favorece su candidatura a la presidencia para el año 2020. Los últimos acontecimientos en su país y las protestas contra la corrupción y la impunidad observadas aquí y allá en el mundo parecen darle la razón.

De hecho, el escándalo de Odebrecht, en particular, y las disputas del senador Bautista con el poder judicial dominicano, así como la de los Estados Unidos contra él, han puesto estos crímenes bajo una nueva luz, habiendo desencadenado manifestaciones callejeras de miles de ciudadanos que exigían que se pusiera en marcha la acción judicial contra los altos funcionarios del Estado involucrados en estos escándalos. Sobre todo cuando los manifestantes sospechan del propio presidente Medina, dado que entre los acusados se encuentran ministros de sus gobiernos y parlamentarios cercanos al partido gobernante.

En materia de corrupción, Leonel Fernández, predecesor del Sr. Medina, no estaría fuera de toda sospecha, ya que algunos observadores lo asociaron con transacciones consideradas anticatólicas. En cualquier caso, en el marco de la acción de las autoridades judiciales norteamericanas contra el senador Félix Bautista, algunos diplomáticos que pidieron el anonimato afirmaron que Washington desea la llegada de una nueva generación de líderes al Palacio Nacional, en Santo Domingo, y la entrada en funciones de estadistas cuya gestión esté más en armonía con la nueva tendencia anticorrupción y antiimpunidad que prevalece en el hemisferio occidental y en otras partes del mundo. Las acusaciones de ex primeros ministros, jefes de estado y parlamentarios, y empresarios a la cabeza de corporaciones multinacionales financieramente poderosas no son ajenas a la influencia de Estados Unidos y otras democracias globales participantes en las principales decisiones políticas globales.

A la luz de todos estos hechos, la candidatura de Luis Abinader a la presidencia de la República Dominicana debe recibir atención. Seguir con interés cómo su estrategia política influirá en la tendencia del electorado dominicano en los próximos meses.

1 bdrm & studio apts for Rent
Located in Upper Darby, PA 19082
Utilities included (not electric)

Call: 610-352-5975 lve msg or
610-342-5914

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:04 AM Page 15

PROCHAIN CANDIDAT À LA PRÉSIDENCE DE LA RÉP. DOM.

Luis Abinader a rencontré le président d'Hispagnola Debout

Réitère son slogan « Rester à l'écoute du peuple »; et exprime son appui à la Clinique Jacques Viau...

Suite de la page 13

Par Léo Joseph

Un ancien candidat à la présidence de la République dominicaine, qui s'apprête à briguer encore la plus haute fonction de ce pays, EN 2020, a eu une rencontre avec le président de l'Association Hispagnola Debout, à l'occasion de la dernière visite de celui-ci à Santo Domingo.

En effet, Luis Rodolfo Abinader Corona, qui vient de fêter ses 51 printemps, plus connu sous le nom de Luis Abinader, économiste, homme d'affaires et homme politique, a eu une entrevue avec Jean-Claude Valbrun, grâce à l'intervention de Juan Medina Lino Fulgencio, ex-maire de Consuelo, village situé dans la province de San Pedro de Macoris, et où se trouve la Clinique Jacques Viau créée par ce dernier, située dans l'orbite du batey Consuelito. Durant les deux heurs que les deux hommes ont a passé ensemble, M. Abinader a réitéré son slogan « *A l'écoute du peuple* », affichant le grand intérêt qu'il porte à l'œuvre humanitaire qu'a créée M. Valbrun, notamment, à l'intention des coupeurs de canne, en particulier, et des défavorisés du sort dominicains en général. La rencontre entre Jean-Claude Valbrun et le futur candidat du Parti révolutionnaire moderne (PRM) a été aménagé par l'ex-maire de Consuelo ayant largement contribué à la concrétisation du projet de construction de la Clinique Jacques Viau. Juan Medina Lino Fulgencio, appelé affectueusement Johnny. M. Lino Fulgencio envisageait d'apporter une aide encore plus solide à la clinique en exploitant les prérogatives de la mairie qu'il dirigeait. Mais il a été supplanté par un concurrent, dans le cadre des élections générales de mai 2016.

Sur ces entrefaites, l'ex-maire de Consuelo, un allié de Luis Abinander, dont il connaît les bonnes dispositions à l'égard de la clinique Jacques Viau, avait jugé opportun une rencontre entre son candidat à la présidence, et le président de l'œuvre humanitaire Hispagnola Debout. M. Lino Fulgencio voulait, du même coup, introduire Léo Joseph, le directeur d'*Haïti-Observateur*, à M. Abinader. Mais un conflit intervenu dans l'horaire de travail de ce dernier a rendu impossible une telle rencontre. Cela n'empêche à M. Joseph d'exploiter l'opportunité de cette entrevue ratée pour parler de cet homme d'Etat dont la vision sociopolitique ambitionne de s'attaquer aux maux qui, selon lui, bloquent les progrès de son pays et privent les citoyens dominicains de leurs lots dans la distribution des avantages sociaux et des opportunités disponibles, mais qui sont, d'après lui, détournés à des fins personnelles, dans le sens des intérêts d'une catégorie.

Plus d'aide gouvernementale préconisée par Abinader

L'homme qui devrait porter l'étendard du PRM, aux présidentielles dominicaines, en mai 2020, s'est déclaré heureux d'avoir rencontré personnellement Jean-Claude Valbrun dont il avait déjà appris beaucoup ainsi que de la clinique qu'il a fondée à Consuelito, par le truchement de M. Lino Fulgencio. Il s'est félicité de l'engagement de M. Valbrun et de son épouse dans l'œuvre humanitaire, en République dominicaine, faisant l'éloge de ce dernier qu'il dit avoir investi ses ressources financières, intellectuelles et physiques dans un domaine bénéfique tant aux ressortissants haïtiens qu'aux citoyens dominicains se trouvant dans la catégorie de déshérités du sort.

Pour sa part, Jean-Claude Valbrun a profité de l'occasion d'expliquer à son interlocuteur la nonchalance du personnel médical assigné à la clinique par l'administration locale de la Santé publique dont la prestation est on ne peut plus irrégulière. Par exemple, a-t-il souligné, certains pourvoyeurs de services médicaux s'absentent quand ils veulent, privant les patients de soins médicaux dont ils ont grand besoin.

M. Valbrun n'a pas caché sa frustration face à l'indifférence des autorités gouvernementales à son égard, car n'ayant jamais donné signe de vie par rapport à sa requête d'exonération fiscale pour la clinique. Aussi, l'année dernière (au mois de novembre) lui et des associés de New York ont-ils été obligés de verser les taxes élevées dont a été frappée la quincaillerie (ordinateurs et imprimante) qui devait servir à l'informatisation du fonctionnement de la clinique. Le président d'Hispagnola Debout pense que cette attitude s'explique par l'indifférence, sinon le mépris manifesté à l'égard des braceros. Ce qui, d'après lui, fait des menteurs des dirigeants de la Santé publique dominicaine ayant préconisé un service médical « *de qualité* » aux coupeurs de canne et à leurs familles.

Jean-Claude Valbrun estime que la vocation des décideurs dominicains en matière de soins aux plus nécessiteux les interpelle à se gardent de traiter les résidents des bateyes en parents pauvres.

M. Abinader pense que le gouvernement devrait aider davantage la clinique, commençant, dit-il, par fournir l'ameublement et les équipements nécessaires au fonctionnement normal d'une telle institution. Il déplore le fait que ceux qui prennent les décisions, au niveau du département de la Santé publique, à tous les niveaux, se comportent de cette manière.

Par ailleurs, Luis Abinader a abordé le dossier des Haïtiens nés en République dominicaine de parents étrangers, mais se voyant refuser la nationalité dominicaine.

Fils d'immigrés libanais, il a demandé aux autorités s'il doit retourner au Liban pour se procurer les documents qui lui permettraient d'avoir accès à un passeport dominicain. Cela vaut aussi, dit-il à Jean-Claude Valbrun, pour le fils de Peña Gomez, qui assure présentement la haute fonction de directeur de la Loterie nationale.

On se rappelle que le défunt secrétaire général du Parti révolutionnaire dominicain (PRD) fut élu maire de Santo Domingo. Né de parents haïtiens, dont il fut orphelin, le défunt Gomez s'était porté candidat à la présidence à trois reprises. Mais sa candidature tourna court, suite à des manigances d'inspiration raciale. Lors de sa troisième tentative, il était le favori des électeurs. Mais il fut, encore une fois, victime d'une stratégie que certains observateurs attribuaient à Bosch, lors d'élections spéciales tenues en mai 1996 plaçant le candidat du Parti de libération national (le nouveau parti créé par Bosch après avoir quitté le PRD, en l'occurrence Leonel Fernandez, en seconde place derrière Francisco Gomez qui obtint 38, 9 % du scrutin. Mis en ballotage avec Peña Gomez, Fernandez fut élu grâce à un accord conclu entre les différents partis au détriment du favori Gomez.

En guerre contre la corruption et l'impunité

Luis Abinader se propose de transformer sa campagne pour la présidence de la République dominicaine en guerre ouverte contre « *la corruption et l'impunité* » aussi bien que la délinquance qui a pris des proportions inquiétantes.

Le futur candidat présidentiel du Parti révolutionnaire moderne préconise, sur son site internet, une rupture radicale avec la corruption et l'impunité. A cette fin, il propose à ses concitoyens « *un modèle de gouvernement différent de celui que nous avons eu ces dernières années* ». Dans la foulée, il soutient que la République dominicaine a besoin d' « *une nouvelle vision et de nouvelles pratiques à tous les niveaux du leadership étatique* ». Car, argue-t-il, « *la corruption et l'impunité ont profondément imprégné de larges secteurs de la société* ». Aussi propose-t-il la mise en place d'un nouveau modèle de gestion politique œuvrant dans la

Suite en page 16

Journal 25 juillet - 1 aout 2018:HO 7/25/18 4:04 AM Page 16

ARTS SPECTACLES

La nouvelle crise politique en Haïti et l'incertitude des groupes musicaux pour la saison estivale 2018

Par Robert Noël

Rien n'est certain dans la vie. Souvent, nous faisons des planifications sans même penser aux imprévus. Cela est si vrai que des groupes musicaux ont, de très tôt, publié leurs calendriers d'activités pour la saison estivale 2018 en Haïti. Cependant, le dernier soulèvement de la population, eu égard à la hausse des prix des produits pétroliers, a tout chambardé. Ce qui crée une situation de vive tension qui affecte toutes les couches sociales du pays et les activités nocturnes.

Un brin d'espoir dans la désolation

Aujourd'hui, un calme apparent s'établit au pays. Malgré tout, on est vraiment sur le qui-vive, ne sachant comment Haïti se réveillera demain. Ce qui accentue l'incertitude des groupes musicaux concernant leur tournée estivale en Haïti. Ils sont tous indécis à cet égard. Quand on leur demande leur opinion sur leur prochaine tournée en Haïti, toutes les réponses convergent dans le même sens : « *N ap gade toujou poun wè sa k ap fèt* ». Ils vivent d'espoir, pensant que la situation va s'améliorer dans les jours qui viennent.

On doit comprendre la situation des musiciens « *konpa* », tout en se rappelant que la musique représente leur gagne-pain. Donc, ils vivent de la musique, et pensent aussi qu'Haïti est le pays qui soit capable de déterminer le succès de leurs nouvelles compositions ou de leurs plus récents disques. D'après ces artistes, s'ils réussissent en Haïti, ils pourront réussir n'importe où – « *if they can make in Haïti, they can make it anywhere* ». On doit respecter les croyances. Certaines gens vont se dire pourquoi ces orchestres décident-ils de se rendre en Haïti, alors qu'ils pourraient gagner mieux aux États-Unis pendant la saison estivale ? La réponse est simple. Ils évitent la période de vaches maigres aux États-Unis, entre mai et août. Ils s'apparentent aux oiseaux migrateurs, qui changent de location selon les saisons et s'orientent grâce au soleil. Haïti n'est-elle pas la terre de soleil ? *Ala la vi ki di se lavi mizisyen*.

On doit supporter les musiciens dans leurs démarches à cause des divertissements qu'ils nous offrent. Mais, ils doivent se montrer respectueux à l'égard du public et ponctuels aux soirées. Malgré la crise politique aiguë battant son plein au pays, certains groupes, évoluant en terre étrangère, aimeraient maintenir la tradition liée à leur tournée d'été en Haïti. L'on se demande quels intérêts peuvent avoir les groupes musicaux qui choisissent d'entrer au pays natal en ce moment, où la réussite de toutes les soirées dansantes n'est pas garantie. Est-ce un sentiment de patriotisme qui les anime ou l'espérance d'une bonne recette, malgré la dépréciation de la monnaie haïtienne ? D'ailleurs, il a été question d'afficher l'admission aux soirées dansantes en gourdes.

Les groupes musicaux cherchent refuge dans les villes de province

Le chômage et la misère sont palpables en Haïti, après les événements des 6, 7 et 8 juillet, puisque certains patrons, dont les compagnies ont été victimes de pillages et d'incendie, ont dû mettre à pied un nombre incommensurable d'employés. Les promoteurs, qui fonctionnent en Haïti, ne sont pas non plus détendus, ils vivent aussi dans l'incertitude. Certains d'entre eux font souvent croire que leur lecture de la situation en Haïti diffère de celle qu'on se fait à l'étranger. Peu importe leur analyse et leur position sur la question d'instabilité et d'insécurité au pays natal, beaucoup d'Haïtiens vivant à l'étranger décident de ne pas retourner au bercail cet été. On pense que même les « *fêtes champêtres* » seront affectées. On espère que cela ne se confirme pas.

En un certain sens, ces fêtes vont servir de thermomètres pour savoir s'il y aura possibilités de réussite des soirées dansantes à travers le pays. La fête de Sainte Anne, par exemple, qui est célébrée le 26 juillet, va-t-elle connaître l'éclat qui l'a toujours marquée, soit à la capitale ou dans des villes de province ? Le 26 juillet 2018, on compte placer un buste de Nemours Jean-Baptiste à la Place Sainte Anne, entre les rues Saint Honoré et Carbone, en face du Lycée Toussaint Louverture, à Port-au-Prince, une proposition du ministre de la Culture et de la Communication d'Haïti. Qu'en sera-t-il, considérant la caducité du cabinet ministériel, depuis le samedi 14 juillet dernier ? Si une telle promesse est tenue, l'ex-ministre ne pourra pas l'inaugurer en tant que tel, il sera taxé d'usurpation de titre. Nemours Jean-Baptiste le mérite bien.

Certains groupes musicaux visent le marché des villes de province, s'imaginant que le calme et la sécurité y sont plus garantis que dans la capitale haïtienne. Ils veulent tous utiliser la stratégie de Gazzman Couleur qu'ils critiquaient, parce que Disip accumulait des prestations en province pendant toutes ses tournées estivales. Le chanteur de Disip préférait faire « *ti tèk bò wonn* ». Ils avaient même collé une étiquette de « *djaz pwovens la* » à Disip. Cette formation musicale leur laissait le champ libre, leur permettant d'envahir la capitale et ses banlieues. La concentration des groupes musicaux à Port-au-Prince a toujours créé un encombrement, asphyxiant le marché local. Gazzman a fait école, il leur a montré le bon chemin. Ils suivent les traces de Disip en ce sens. Ironie de la vie !

La donne a aujourd'hui changé. Aujourd'hui, tous les orchestres cherchent refuge dans les villes de province, particulièrement au Cap-Haitien. Ils aimeraient tous être à l'affiche au Feu-Vert Night Club, qui, aujourd'hui, est considéré un landmark — un site emblématique. Dans cette ville mythique et historique s'érigent deux patrimoines musicaux répondant aux noms de « L'Orchestre Septentrional » et « l'Orchestre Tropicana », qui représentent des archétypes pour les jeunes musiciens disciplinés. On ne peut pas parler de Cap-Haitien sans mentionner les noms de ces deux ténors de la musique dansante haïtienne.

On remarque aujourd'hui que toutes les formations musicales veulent offrir, au moins, une prestation au Cap- Haitien pendant leur tournée estivale, qu'elles soient de format réduit ou de grand format. Espérant que la crise politique se dénoue au plus vite, on souhaite du succès à tous les groupes musicaux qui rentreront au pays. Nous devons ensemble nettoyer et laver les yeux d'Haïti pour qu'elle puisse marcher sans fausser le pas sur le chemin du progrès et du développement dont nous rêvons tous, car *kwout je pa linèt.* Pour que cela soit possible, le changement individuel s'avère nécessaire.

La division et l'hypocrisie entre groupes musicaux confirment bien que l'industrie konpa dirèk fonctionne à l'image du pays. Si on les voit jouer en tandem, c'est à cause du cachet qu'on leur offre, mais ils se haïssent les uns les autres. Pourtant, ils prêchent tous la paix, l'union, la fraternité et l'amour du prochain à travers leur musique. S'ils acceptent de partager une double affiche avec un autre groupe, c'est simplement pour masquer leur faiblesse. Car, quand ils jouent seuls, ils ne peuvent drainer la grande foule.

Pour savoir si un groupe a vraiment de la poigne sur la scène HMI, il faut l'afficher seul dans un club à grande capacité en ce moment. On verra le résultat. Les groupes musicaux d'aujourd'hui sont comme des partis politiques haïtiens, avec la seule différence qu'ils sont à la fois pour et contre la même chose. Danger social ! Vraiment, si ce marché musical konpa dirèk générait des millions de dollars par année, les musiciens s'entretueraient à la seconde, chaque jour.

HYPERLINK "mailto:robertnoel22@yahoo.com" robertnoel22@yahoo.com

PROCHAIN CANDIDAT À LA PRÉSIDENCE DE LA RÉP. DOM.

Luis Abinader a rencontré le président d'Hispagnola Debout

Réitère son slogan « Rester à l'écoute du peuple »; et exprime son appui à la Clinique Jacques Viau...

Suite de la page 15

transparence totale pour libérer ce pays de ces fléaux qui ne cessent de gagner du terrain.

En ce qui concerne le problème d'insécurité, Luis Abinader a lancé une mise en garde par rapport au débordement du crime organisée, obligeant le gouvernement du président Danilo Medina à adopter des mesures radicales urgentes et responsables pour la sécurité publique et la protection des citoyens.

Et M. Abinader d'ajouter que la situation est arrivée à un point où les gens préfèrent « *rester chez eux, se gardant de s'aventurer dans la rue* ». Une situation qu'il qualifie d' « *inacceptable pour la société dominicaine, qui a le plein droit de vivre dans la paix et la sécurité* », indiquant, de surcroît, pourtant le peuple dominicain « *paie des impôts et fait d'autres contributions pour soutenir l'Etat*».

Selon Abinader, la corruption et la criminalité, deux phénomènes omniprésents en République dominicaine, ont été parmi les facteurs ayant contribué à la victoire d'Andrès Manuel López Obrador aux dernières présidentielles mexicaines.

Continuant avec ce même thème, le futur candidat à la présidence souligne : « *J'ai fait remarque, à l'occasion de ces élections, qu'un changement comme celui qu'a connu le Mexique aura lieu ici en mai 2020, en raison de l'épuisement du modèle de gouvernement du Parti de la libération dominicaine, qui n'a pas été en mesure d'apporter des réponses efficaces aux besoins et aux demandes des différents secteurs sociaux du pays* ».

À entendre et à lire Luis Abinader, on a l'impression qu'il parle de la situation qui prévaut en Haïti, tant les problèmes sécuritaires et le phénomène de la corruption et de l'impunité constatés dans les deux pays qui partageant la souveraineté de l'île se ressemblent.

Soulignons que la corruption a fait la une dans les média dominicains, d'abord dans le cadre de l'inculpation du sénateur dominicain et secrétaire du Parti au pouvoir PLD Félix Bautista, qui fut renvoyé hors de cause par la Cour suprême de la République dominicaine. Ce verdict de non lieu en faveur du puissant sénateur dominicain n'a pas empêché le département du Trésor des États-Unis de confisquer ses biens dans ce pays pour motif de corruption. D'autre part, au moins une douzaine de citoyens dominicains, dont des ministres et des parlementaires ont été inculpés par la justice dominicaine dans le cadre de l'affaire Odebrecht. Cette firme brésilienne avait versé quelque USD 200 millions aux politiciens dominicains en retour de juteux contrats de construction qui avaient été octroyés à celle-ci.

Un environnement politique différent

Luis Abinader pense que le changement de l'environnement sociopolitique, en République dominicaine favorise sa candidature à la présidence pour l'année 2020. Les derniers événements survenus dans son pays et la levée de boucliers contre la corruption et l'impunité observée ici et là dans le monde semblent lui donner raison.

En effet, le scandale Odebrecht, en particulier, et les démêlés du sénateur Bautista avec la justice dominicaine ainsi que celle des États-Unis contre lui ont mis ces crimes sous un nouveau éclairage, ayant déclenché des manifestations de rue par des milliers de citoyens demandant que l'action judiciaire soit mise en mouvement contre les hauts fonctionnaires de l'État impliqués dans ces scandales. Surtout quand les manifestants jettent des soupçons sur le président Medina lui-même, vu que parmi les inculpés figurent des ministres de ses gouvernements et des parlementaires proches du parti au pouvoir.

Dans le domaine de la corruption, Leonel Fernandez, le prédécesseur de M. Medina, ne serait pas au-dessus de tout soupçon, certains observateurs l'ayant associé à des transactions jugées peu catholiques. En tout cas, dans le cadre de l'action des autorités judiciaires américaines contre le sénateur Félix Bautista, certains diplomates requérant l'anonymat ont affirmé que Washington souhaite l'arrivée d'une nouvelle génération de leaders au Palais national, à Santo Domingo, et l'entrée en fonction d'hommes d'État dont la gestion serait plus en harmonie avec la nouvelle tendance anti-corruption et anti-impunité ayant cours dans l'hémisphère occidental et ailleurs dans le monde. Car les inculpations d'anciens Premiers ministre, de chefs d'État et de parlementaires ainsi que des hommes d'affaires à la tête de multinationales financièrement puissantes ne sont pas étrangères à l'influence américaine et d'autres démocraties à l'échelle mondiale participantes des grandes décisions politiques planétaires.

À la lumière de tous ces faits, la candidature à la présidence de Luis Abinader, en République dominicaine, devra retenir l'attention. Histoire de suivre avec intérêt comment sa stratégie politique va influencer la tendance de l'électorat dominicain dans les mois qui viennent.